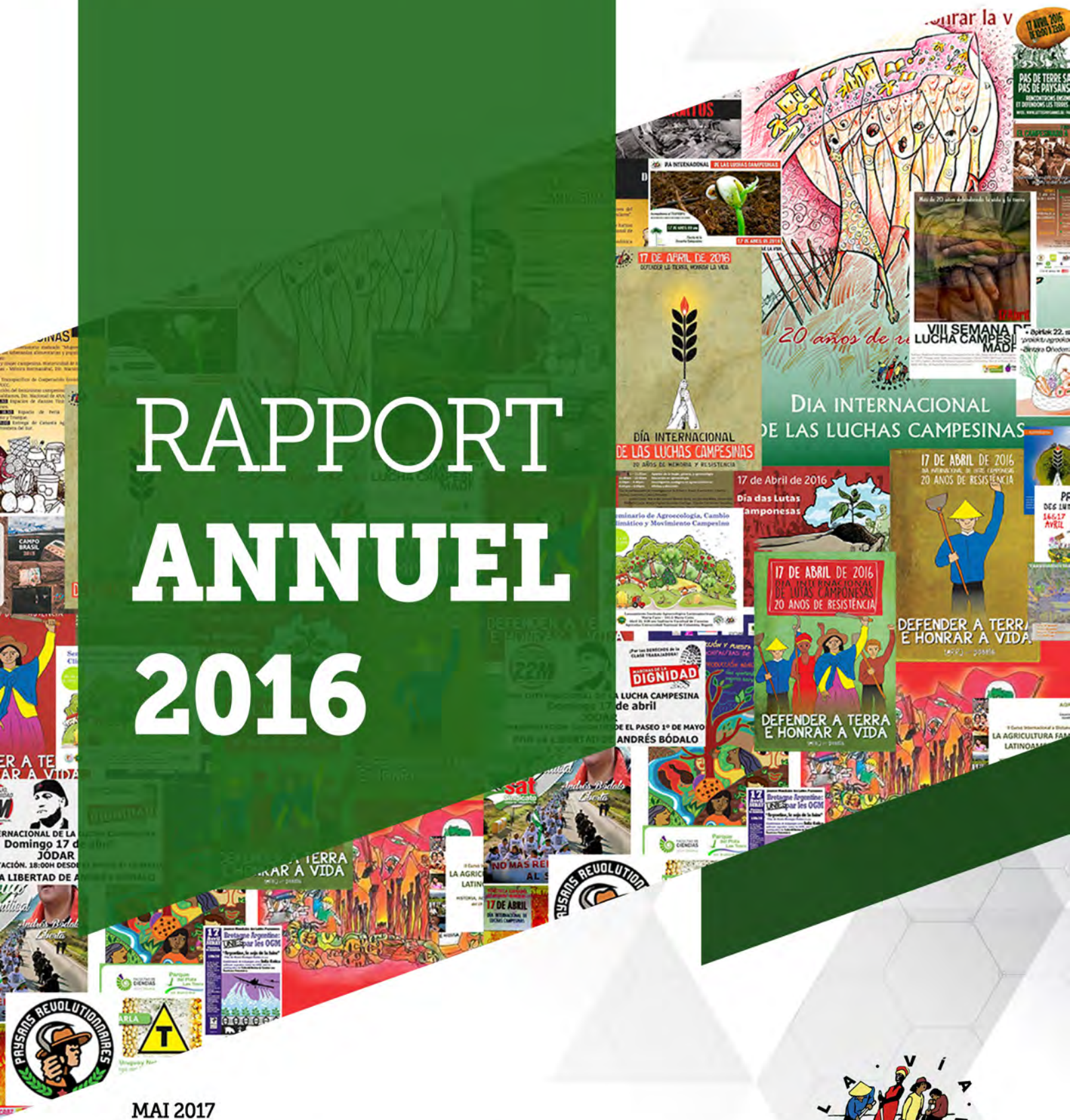
LA VIA CAMPESINA

RAPPORT ANNUEL 2016



MAI 2017

GLOBALISONS LA LUTTE!
GLOBALISONS L'ESPOIR!

LA VÍA CAMPESINA

La Via Campesina
Rapport Annuel 2016

Mai 2016

La Via Campesina
Mouvement Paysan International
Secrétariat international:
Stand No 197A, Smuts Road Prospect
Waterfalls – Harare- Zimbabwe

e-mail : viacampesina@viacampesina.org
website : www.viacampesina.org et tv.viacampesina.org

Table des Matières

1	Introduction: La Via Campesina en 2016	p.1
2	Conférence de mi-mandat: Réflexion sur les luttes sociales	p.4
3	La Via Campesina dans le monde: Unifier les luttes paysannes	p.6
4	Aller vers une déclaration de l'ONU sur les droits des paysans	p.19
5	Les multinationales devraient être tenues responsables de leurs crimes	p.22
6	Promouvoir et défendre l'agroécologie et les semences paysannes: apprendre par l'échange et le dialogue	p.26
7	17 avril: Posters, illustrations et photos de la journée d'action	p.31
8	Droit à la terre, à l'eau et aux territoires: un combat pour les biens communs!	p.32
9	Migrations et travailleurs ruraux salariés	p.35
10	Elaboration de politiques publiques pour la souveraineté alimentaire	p.37
11	Renforcer les capacités internes pour lutter pour la justice climatique et environnementale	p.41
12	Articulation des jeunes: Renforcement des alliances et participation interne	p.45
13	Articulation des femmes: Supprimer les barrières à la participation et à la prise de décisions	p.48
14	Travail de communication au sein de La Via Campesina	p.51
15	Enjeux en direction de 2017	p.54
Annexe 1	Liste de Publications	p.56
Annexe 2	Calendrier 2016: Sélection des principales activités (Internationales et Régionales)	p.59

Introduction

1

La Via Campesina en 2016

La Via Campesina continue à défendre une agriculture paysanne de petite échelle et durable, à construire des agro-écosystèmes résistants et à promouvoir la justice et la dignité pour les paysans. Ce travail est fondé sur l'accès à la terre, l'eau, les semences, les « biens communs » et le droit à l'alimentation. Nous souhaitons une transformation radicale vers un système alimentaire juste et décent pour tous, basé sur des principes de souveraineté alimentaire, en luttant contre une agriculture industrielle dirigée par les entreprises et les multinationales qui détruisent les relations et liens sociaux, minent la démocratie et exploitent la nature pour le profit.

Pendant la conférence intermédiaire de La Via Campesina à Izmir, Turquie, en février 2016, Nous avons vu l'évolution des lignes d'action stratégiques adoptées lors de la 6ème conférence internationale de Jakarta, en 2013. Nos discussions ont révélé que la crise systémique du capitalisme néolibéral s'aggrave et que le contrôle croissant des sphères économique, politique et sociale par les multinationales en est à l'origine. Les marchés locaux continuent à décliner à cause des politiques de dérèglementation et de libéralisation des accords de libre échange qui favorisent le contrôle, par les multinationales, des systèmes alimentaires mondiaux, à travers les brevets et les régimes de propriété intellectuelle. Depuis 2015, nous assistons à une consolidation sans précédent, sous la forme de fusions et d'acquisitions par le grand agrobusiness (comme *Monsanto & Bayer, Dow & DuPont, ChemChina & Syngenta, Agrium Inc. & Potash Corp*) en cours de négociation. Si cela est autorisé, seules 4 grandes entreprises contrôleront les prix des intrants agricoles pour une maximisation des profits.

En Afrique, par ailleurs, les blocs économiques, (ex. Le COMESA (marché commun de l'Afrique orientale et australe et la SADC (communauté de développement d'Afrique australe)) et de nombreux pays font des lois et des politiques sur les semences encore plus anti-paysans, afin de les aligner sur l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV 1991). Cela viole l'article 9 du traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture qui établit qu'aucune loi ne doit limiter le droit des agriculteurs à conserver, utiliser, échanger et vendre des semences de ferme ou du matériel de multiplication. Un processus semblable est en cours concernant les politiques de propriété foncière qui autorisent plus d'investissements privés.

L'un des résultats de nos combats contre les impacts négatifs du modèle néolibéral capitaliste est l'augmentation, au niveau mondial, de la répression et de la criminalisation des paysans, des peuples indigènes et des travailleurs ruraux. Les terres des populations rurales sont accaparées, leurs forêts sont détruites, leurs eaux sont polluées, les migrants et les travailleurs ruraux sont exploités, la faim et la malnutrition sont encore plus généralisées et l'érosion des droits humains plus répandue que jamais. Au cours de l'année, de nombreux membres et alliés de La Via Campesina, qui luttent et se défendent contre de telles injustices, ont été menacés, enlevés, torturés, persécutés et certains ont été tués. Des pays comme le Honduras, la Colombie, le Chili, le Brésil, le Paraguay, le Pérou, l'Argentine, la Palestine, Porto Rico, l'Espagne, la Syrie, la Turquie, la Thaïlande, la Corée du Sud, entre autres, ont connu de telles violations des droits. La Palestine continue également à être sujette à différentes violations car Israël étend ses colonies et accapare les terres.

L'initiative de créer une déclaration de l'ONU sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales a atteint une étape cruciale sur la longue voie vers la création d'un instrument légal international qui protège les droits des paysans. Le combat pour une meilleure protection des droits des paysans a été un processus poussé par les mouvements, avec La Via Campesina et ses alliés à sa tête. A travers la défense des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, c'est l'humanité qui gagne.

A part sa lutte pour une déclaration de l'ONU des droits des paysans, La Via Campesina a participé à différents processus et espaces pour contrer l'influence des multinationales et les rendre responsables de leurs crimes. Un traité contraignant est en cours de négociation à Genève afin de mettre fin à l'impunité des entreprises. Pour soutenir ce processus, un Tribunal international Monsanto à La Haye, aux Pays-Bas, et un tribunal d'Afrique Australe à Manzini, au Swaziland, se sont tenus pour connaître les affaires contre Monsanto et d'autres entreprises et déterminer leur responsabilité criminelle. Travaillant avec nos alliés, nous continuons à lutter pour la souveraineté alimentaire, les semences paysannes et l'agroécologie dans les différents espaces de la FAO (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) comme le MSC (mécanisme de la société civile) du comité pour la sécurité alimentaire mondiale.

Nos sociétés traversent une crise de valeurs, traduite par la xénophobie, le racisme, le machisme et le fascisme. Cela arrive parallèlement à la privatisation et à la commercialisation des ressources naturelles, du savoir et de la sagesse. Les tentatives du capital de s'approprier les concepts et les termes du peuple, comme "agroécologie" et "souveraineté alimentaire" pour des projets de "développement » au service du capital, comme l' "économie verte", la "bio-économie" et l' "agriculture adaptée au climat », doivent être

dénoncées et contrées. Leur agenda consiste à rendre les paysans, les exploitants agricoles et la population en général, plus dépendants du capital et de l'agrobusiness. Nous déplorons l'émergence de nouvelles formes d'intervention par le biais de projets philanthropiques soutenus par les grandes multinationales. De tels projets poussent à l'utilisation croissante de produits agrochimiques et de semences industrielles au nom dudit allègement de la pauvreté.

La prochaine *VII*^{ème} *conférence internationale, en juillet 2017,* sera l'espace clé pour approfondir notre analyse de la crise actuelle et convenir des lignes d'action stratégiques pour le renforcement du mouvement.

Conférence de mi-mandat: 2

Réflexion sur les luttes sociales

Les leaders de la Via Campesina et les membres du staff après une visite de terrain à Izmir, en Turquie

La conférence intermédiaire de La Via Campesina s'est tenue du 23 au 25 février à Izmir, en Turquie. Elle a réuni plus de 70 personnes, dont les leaders clé du mouvement paysan et le staff régional et international. Les assemblées des femmes et des jeunes ont fait partie de la conférence qui s'est tenue entre les conférences internationales, et ont été un espace de réflexion sur les lignes d'actions stratégiques vis-à-vis de la situation globale et d'évaluation de la stratégie et du plan d'action.

La principale force du mouvement paysan est le processus de formation politique, organisationnelle et idéologique aux niveaux national, régional et international. Ce processus accorde la priorité aux jeunes et aux femmes. L'assemblée des femmes a décidé que La Via Campesina devrait continuer à promouvoir le féminisme paysan populaire et qu'il faudrait renforcer la campagne contre les violences faites aux femmes. L'assemblée des jeunes a indiqué qu'il faudrait accorder plus de soutien et d'attention à leurs participation, formation, développement des compétences et accès aux espaces de prise de décisions. Ils ont reconnu que la jeunesse est non seulement l' "avenir" mais qu'elle est aussi active et militante dans le présent. Il a été décidé de développer une stratégie de formation à partir des régions, afin de renforcer le mouvement. Concernant la formation paysanne en agroécologie, il a été décidé que la priorité devrait être la méthodologie de paysan à paysan, la récupération des semences autochtones et la lutte contre les produits agro-toxiques et les OGM.

A la conférence, les délégués ont reconnu la nécessité de montrer plus de solidarité et d'augmenter la capacité du mouvement à réagir lorsque les leaders et les membres sont victimes de violence et de répression. Il a donc été décidé que La Via Campesina devrait renforcer et privilégier la communication, interne et externe, car il s'agit de la colonne vertébrale du mouvement.

La Via Campesina a lancé un appel à l'action pour réaffirmer son engagement à lutter pour la terre, l'eau et le territoire et contre l'accaparement des terres et les multinationales. La lutte du mouvement paysan contre l'OMC et contre la dynamique croissante des accords de libre-échange (TTIP, TPP, et APE) continuera. La Via Campesina s'est également engagée à travailler d'avantage sur la migration, spécialement les réfugiés et les populations déplacées, expulsées de leurs communautés à cause, entre autres de la militarisation de leurs territoires.

La Via Campesina continuera à développer et à s'engager dans des espaces pour influencer la politique publique en travaillant avec des gouvernements progressistes et avec les organes des Nations unies, comme la FAO, le FIDA et le CSA à Rome, et le Conseil des Droits de l'Homme à Genève. Le renforcement des alliances continuera à donner la priorité aux alliances fondées sur des sujets et des agendas communs. En font partie les alliances dans les régions où travaille La Via Campesina. La conférence a décidé que la COP22, qui se tiendra au Maroc, devrait être une opportunité de faire du travail plus collaboratif avec les organisations du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (région MeNa).

La Via Campesina dans le monde:

3

U nifier les luttes paysannes

Dans cette partie nous mettrons en exergue quelques unes des nombreuses luttes dans chacune des neuf régions de La Via Campesina en 2016.

Afrique de l'ouest et du centre

La caravane est allée du Burkina Faso au Sénégal, en passant par le Mali, et a parcouru 2300 km environ en deux semaines

La région ouest-africaine de La Via Campesina a organisé une caravane, en collaboration avec la convergence globale pour la terre et l'eau, afin de défier et dénoncer l'accaparement des terres paysannes, facilité par les gouvernements nationaux et par l'agrobusiness international. L'idée d'organiser une caravane a d'abord surgit en 2014, lors du Forum Social Africain à Dakar et a été finalisée au Forum Social Mondial à Tunis, en mars 2015. La caravane a attiré plus de 400 personnes des pays d'Afrique de l'Ouest, est allée du Burkina Faso au Sénégal, en passant par le Mali, et a parcouru environ 2 300 km, entre le 3 et le 19 mars. Pendant le parcours, les préoccupations des paysans et des cas de violations des droits des paysans, ainsi que les questions relatives à l'accès à la terre, à l'eau et à la conservation des semences paysannes, ont été enregistrés. La caravane a renforcé la solidarité entre les organisations membres pour lutter pour la souveraineté alimentaire. Cette caravane a aussi été un moment d'intégration des peuples, d'échange, d'apprentissage, de partage d'expériences et de leçons entre les mouvements sociaux, les femmes et les jeunes ouest africains, pendant lesquels de nouvelles alliances ont été forgées. La caravane a sensibilisé et mobilisé les communautés pour qu'elles fassent avancer les combats pour les droits humains à l'alimentation, la terre, l'eau et les semences paysannes. Un appel a été lancé aux représentants gouvernementaux, responsables de la terre et du développement agricole, afin qu'ils adhèrent aux conventions, aux mécanismes régionaux et aux directrices internationales dans toutes leurs transactions.

Le dernier jour, à Dakar, un livre vert de la convergence, contenant les exigences et les propositions concernant la terre, l'eau et les semences a été remis au Président du Sénégal et de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest).

En novembre (du 25 au 27), la région d'Afrique de l'Ouest a tenu sa réunion régionale annuelle pour examiner son progrès et son fonctionnement, et pour créer des groupes de travail. Lors de la réunion, les délégués ont décidé de changer le nom de la région qui est maintenant: *Coordination de La Via Campesina d'Afrique de l'Ouest et du Centre.*

Afrique australe et orientale

La Via Campesina Afrique australe et orientale (LVC SEAf) a continué à construire et à renforcer ses alliances avec différents réseaux et mouvements sociaux, qui travaillent pour la justice sociale, en organisant des mobilisations conjointes. LVC SEAf s'est jointe à d'autres mouvements sociaux à Nairobi et s'est mobilisée autour de la 14ème session de la CNUCED (conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), en juillet 2016. La session a établi les paramètres de travail de la CNUCED pour les quatre prochaines années, sous le thème: « des décisions aux actions: vers un environnement économique mondial équitable et solidaire au service du commerce et du développement ». La Via Campesina a appelé les gouvernements à privilégier la promotion des marchés locaux fiables et rémunérateurs plutôt que les accords de libre échange menés par les entreprises. Les marchés locaux permettent aux paysans, aux exploitants agricoles et aux acheteurs d'aliments d'avoir une plateforme d'interaction sociale et d'échange de savoirs, des aspects essentiels à la démocratie alimentaire qui autonomisent le producteur et le consommateur d'aliments. La souveraineté alimentaire devrait être le principe d'orientation d'un agenda de développement basé sur la justice, l'impartialité et l'équité afin de répondre aux défis économiques constants et émergents.

La Via Campesina et des mouvements sociaux kényans manifestent devant la KICC, lors de la CNUCED 14, en juillet 2016

L'accréditation pour le Forum de l'OSC (organisation de la société civile) de la CNUCED a été refusée à la région LVC SEAf et à ses alliés. Cependant, après une série de réunions d'articulation, LVC SEAf et ses alliés, comme « Bunge la Mwanachi », le « Center for Constitution Implementation », « Dandora Must

Change », « Kenyan Peasants League » et la Marche Mondiale des Femmes ont tenu un piquet devant le centre de conférences internationales du Kenya, lieu où se réunissait la CNUCED. Cela a été l'occasion d'unir nos expériences et nos luttes, en renforçant la solidarité, et de sensibiliser d'avantage les citadins sur les effets négatifs de certaines questions commerciales. LVC SEAf travaille avec les alliés régionaux pour développer une campagne contre l'impunité des entreprises et les violations des droits humains. La région fait partie d'un groupe de référence de la "*campagne d'Afrique Australe pour démanteler le pouvoir des entreprises, arrêter leur impunité et récupérer la souveraineté des peuples* ». L'année dernière, en août 2016, pendant le sommet des peuples, qui s'est tenu parallèlement au sommet des Chefs d'Etat de la SADC, à Manzini, Swaziland, le premier tribunal permanent des peuples sur les multinationales a permis de construire un mouvement de solidarité puissant entre les peuples affectés et de mener des actions contre le pouvoir des entreprises dans la région. Le tribunal a ouvert un nouveau chapitre de partage d'expériences dans la région et a donné l'espoir qu'il est possible de tenir les entreprises responsables de leurs violations des droits humains. La première audience s'est fortement concentrée sur les impacts des activités minières. Sur les 9 affaires examinées par le tribunal, il a été manifeste que les paysans, surtout les femmes, subissent de plein fouet les conséquences de l'impunité des entreprises, de l'accaparement des terres, de l'eau et des forêts, et de la pollution de ces ressources. La deuxième audience du tribunal, qui se tiendra en août 2017, examinera des affaires centrées sur le foncier, l'alimentation et l'agriculture. Une équipe de juges rendra ensuite son verdict début 2018.

Asie du Sud-est et de l'est

En 2016, les coréens ont ouvert une nouvelle page de l'histoire de la mobilisation civile. Le 12 novembre, plus de 1,3 millions de personnes ont participé au rassemblement national du peuple, qui portrait 12 exigences. « Emergency Action for Park's Resignation" a organisé des manifestations à la bougie hebdomadaires qui ont réuni 1 500 organisations de la société civile, dont KPL et KWPA. Les manifestations étaient pacifiques, malgré une tension policière élevée et la présence massive de manifestants dans les rues. Il y a eu des manifestations à la bougie pendant 6 mois, jusqu'à ce que la Cour Constitutionnelle de Corée approuve la destitution de la Présidente coréenne.

Dès le début, le régime n'a pas été pro-paysan. La Présidente, fille de l'ex-Président, a continué la politique héritée de son père. Ce dernier avait affaibli l'agriculture coréenne en détruisant l'agriculture familiale en faveur de la révolution verte dans les années 1960 – 1970 et avait introduit un modèle d'agriculture industrielle énormément dépendante des USA. Le 14 novembre 2015, pendant la lutte des paysans, Baek Nam-gi a été tué par les canons à eau de la police. Aucune enquête n'a été menée, les responsables n'ont pas été punis. Le 16 avril 2014, le naufrage du Sewol a également démontré l'incapacité du gouvernement à diriger le pays, ainsi que sa corruption. Le gouvernement a éliminé les personnes qui voulaient résoudre le problème. De plus, les difficultés économiques des paysans, des travailleurs et des citoyens lambda n'ont cessé de croître. Ce rassemblement national du peuple a

amplifié la participation des citoyens à la protestation et, ainsi, le plus grand rassemblement de l'histoire constitutionnelle de la Corée a eu lieu trois semaines plus tard, avec 2 millions de participants au niveau national. Les vigiles nocturnes à la bougie ont beaucoup impressionné, ont accru le pouvoir du peuple coréen et ont mené à la destitution de la Présidente, ce qui a été une victoire pour la nation et ses paysans. Les paysans coréens continueront à lutter pour des solutions alternatives et parvenir à la souveraineté alimentaire sous le nouveau gouvernement.

En décembre, en Indonésie, des milliers de paysans membres du SPI ont manifesté contre la politique d'importation de la pomme de terre et ont exigé la souveraineté alimentaire. Le pays affronte une libéralisation continue du marché et un investissement croissant sous l'égide de l'OMC et des ALE (accords de libre-échange). Les marchés indonésiens sont inondés de produits agricoles importés, ce qui affecte le bien-être des paysans locaux. En 2016, 18 mille tonnes, environ, de pommes de terre ont été importées de la Chine et du Pakistan, ce qui a inondé les marchés locaux et provoqué une baisse des revenus des paysans indonésiens. Le syndicat des paysans indonésiens a, par conséquent, organisé un rassemblement de masse, avec plus de 3 000 membres, devant le bureau du Ministre du commerce. Ils ont demandé l'interdiction de l'importation des pommes de terre et le soutien du gouvernement à la production locale de pommes de terre (en fournissant des semences de bonne qualité et des services d'extension), pour garantir la souveraineté alimentaire. En réponse, les Ministres de l'Agriculture et du Commerce se sont engagés à arrêter l'importation des pommes de terre fraîches.

Le 27 septembre, journée nationale du paysan, en Indonésie, les paysans du SPI ont exigé que le gouvernement mette en œuvre une réforme agraire pour redistribuer 9 millions d'hectares de terre aux paysans. Le SPI est convaincu que la réforme agraire et la souveraineté alimentaire sont des moyens de parvenir à la justice sociale et pour rejeter les ALE.

Asie du Sud

Les membres sud-asiatiques de La Via Campesina, le Népal, le Sri Lanka, le Bangladesh et l'Inde, ont tenu une réunion régionale au Népal, en septembre 2016, afin de réfléchir sur les stratégies de renforcement du mouvement dans la région

La région Asie du Sud a tenu sa réunion régionale à Balthali, Népal, du 10 au 15 septembre 2016. La "All Nepal Peasants Federation" (ANPFa) a accueilli la réunion. Pendant 5 jours, des représentants du Bangladesh, du Sri Lanka, du Népal et d'Inde ont partagé leurs combats contre l'agrobusiness et le néolibéralisme. Outre la présentation des organisations nationales au début de la réunion, les organisations membres de LVC et les alliés ont partagé des mises à jour concernant chaque pays. Ils ont également débattu des actions urgentes nécessaires pour faire avancer les luttes des collectifs de travail. La région prévoit également de s'élargir activement à de nouveaux membres. Les candidatures d'organisations du Pakistan seront analysées. Quelques organisations pakistanaises ont participé à la réunion régionale en partageant leurs luttes par vidéoconférence sur Skype.

Les délégués régionaux ont discuté sur plusieurs thèmes et se sont préparés pour la 7ème conférence internationale qui se tiendra en juillet 2017. Il a été décidé d'ajouter quelques thèmes qui sont particuliers et pertinents pour la région aux thèmes de lutte internationaux permanents déjà existants. Cela inclut l'élevage et les produits laitiers, et le système de castes. La région a décidé de continuer son combat sur les plateformes communes concernant l'agroécologie et la souveraineté des semences, les droits aux ressources naturelles, les droits des migrants et des travailleurs salariés, les politiques publiques pour la souveraineté alimentaire et pour une économie en faveur des peuples. Un autre sujet qui a été abordé, comme étant l'un des moyens de libérer les paysans du joug des technologies de la révolution verte, a été l'agriculture naturelle zéro budget (Zero Budget Natural Farming (ZBNF)) basée sur un ensemble de pratiques agroécologiques, comme les engrais et les pesticides biologiques faits maison, le paillage intensif, les vers de terre, les cultures intercalaires et de couverture.

L'atelier d'agroécologies à Amrita Bhoomi, l'école d'agroécologie de La Via Campesina au Karnataka, a porté, notamment, sur la théorie de l'histoire du secteur agricole indien et sur des sessions pratiques d'agroécologie sur le terrain

Vingt-cinq jeunes ont participé à un atelier intensif sur l'agroécologie à Amrita Bhoomi, l'école d'agroécologie de La Via Campesina de Karnataka, Inde. Il a été organisé en collaboration avec des paysans-formateurs du collège de la communauté de Baduku. Les jeunes étaient issus de différents milieux (classes, castes, etc.) ce qui leur a permis de vivre une expérience de rapprochement émotionnelle, intense et profonde. Cinq de ces étudiants venaient de démissionner de leur travail en ville

pour rejoindre leurs villages et reprendre une activité agricole.
Cette formation intensive de 15 jours destinée aux jeunes s'est étalée sur trois mois (juillet-septembre) et a abordé la théorie de l'histoire du secteur agricole indien et des sessions pratiques sur l'agroécologie (observation de la terre, plantes, production des semences, préservation de l'eau, cycles des cultures, mélanges microbiens avec des bouses de vache et des ingrédients locaux). Les jeunes ont été encouragés à considérer ces compétences plutôt comme un art, une passion, que sous un angle purement scientifique et technique.

La participation des femmes a été faible. L'école prévoit donc d'organiser un cours réservé aux femmes, tout en essayant de persuader les familles d'encourager la mobilité des femmes et des filles.

Amérique Centrale et du Sud

La conference a accueilli plus de 60 militants (leaders sociaux et politiques et avocats du peuple)The conference attracted over 60 activists (social and political leaders and people's lawyers) de 18 pays d'Afrique, Asie, Europe et Amérique

En août (18-21), La Via Campesina a tenu une conférence internationale sur les droits humains à l'école nationale du MST, "Escola Nacional Florestan Fernandes » (ENFF), à Guararema, Sao Paulo. La conférence a réuni plus de 60 militants (leaders sociaux et politiques, avocats du peuple) de 18 pays d'Afrique, Asie, Europe et Amérique. Pendant la conférence, la réflexion s'est centrée sur la criminalisation des mouvements sociaux et des militants. Différents traités internationaux concernant les droits des paysans ont fait l'objet de débats et des plans permettant des réactions rapides et la mobilisation de la solidarité internationale pour dénoncer les violations de ces droits ont été proposés. La conférence de trois jours a permis aux participants de partager différentes expériences sur la violation des droits des paysans et a révélé que ces actions sont systémiques. Les violations des droits vont du manque de financements publics orientés vers l'agriculture familiale et de prêts pour les paysans (surtout pour les femmes), à la violence systémique contre les femmes et les paysans, et les luttes pour la terre résultant des décisions gouvernementales. Les participants ont également revu la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales et ont poussé à sa mise en œuvre au

niveau national. Des propositions ont également été faites pour renforcer, élargir et étayer le collectif LVC des droits des paysans et pour trouver des manières d'unir les différentes initiatives existantes dans les pays. Les participants ont estimé que le traité est nécessaire pour réguler les actions des grandes entreprisses et les responsabiliser. Ils ont émis un appel dénonçant toutes les formes de violation des droits des paysans.

La Via Campesina a été l'une des organisations qui a surveillé la mise en œuvre de l'accord de paix signé à la Havane, Cuba

Du 20 au 24 septembre, La Vía Campesina et la CLOC (Coordinadora Latinoamérica de Organizaciones del Campo) ont organisé une mission internationale de solidarité avec la Colombie. L'équipe, dans une démonstration de solidarité, était composée de délégués de 16 pays de quatre continents. Ils ont organisé des visites sur le terrain et quelques membres de la délégation se sont rendus sur des sites stratégiques pour le processus de paix. Ils ont assisté à des audiences publiques à Cauca, Meta, Magdalena et au nord de Santander. Ces évènements ont été organisés pour permettre une meilleure compréhension des communautés paysannes, des différentes réalités de la campagne colombienne, ainsi qu'une perspective élargie des dynamiques agraires, afin de renforcer les liens de solidarité internationale avec les organisations rurales, pour s'attaquer à la nécessité d'une réforme agraire et réfléchir aux moyens nécessaires pour atteindre la souveraineté alimentaire.

Parallèlement à cela, la mission a également évalué la situation de la terre1 et des droits humains dans la Colombie en milieu rural. Le mouvement paysan a été soutenu dans son exigence du respect des accords de paix signés avec le gouvernement colombien, ainsi que dans sa lutte contre la violation des droits humains. La Via Campesina est l'une des organisations qui surveille la mise en œuvre des accords de paix signés à la Havane, Cuba. La mission a préparé un rapport sur la réalité de la Colombie rurale et le rôle des organisations paysannes dans un contexte de construction de la paix.

Amérique Centrale

La CLOC-Via Campesina Amérique centrale a tenu une réunion régionale annuelle de deux jours en Juillet, à Managua, Nicaragua, à laquelle ont participé des leaders, des femmes et des jeunes des organisations membres. Ils ont débattu de plusieurs questions, dont les manières d'assurer une véritable participation des jeunes et des femmes dans les espaces organisationnels, pour accompagner les lignes d'action proposées par chaque groupe membre et pour mettre sur pied une commission de solidarité

avec le Salvador face au coup d'Etat. La réunion a condamné la décision de la Cour Constitutionnelle et de la Cour Suprême de Justice du Salvador qui promeut l'instabilité par une résolution qui a réactivé le mécontentement populaire et l'affrontement entre des secteurs qui avaient déjà trouvé des moyens de coexister pacifiquement.

Ils ont dénoncé le système qui marginalise les paysans en Amérique centrale, surtout au Honduras et au Guatemala. Ils ont également débattu sur les stratégies pour influencer les politiques publiques et comment réclamer l'approbation de cadres légaux qui favoriseraient le secteur paysan. Les participants sont rentrés dans leurs pays respectifs avec plus de force pour continuer à combattre un système qui génère des inégalités, des violations des droits humains, la criminalisation des luttes, l'invasion des territoires, l'expropriation des terres et qui impacte des milliers et des milliers de paysans dans la région.

La Via Campesina Honduras a organisé des actions contre la violence et l'agrobusiness et pour la souveraineté alimentaire les 7 et 8 mars. Il y a eu des mobilisations autour du siège du Gouvernement et du Parlement, où les paysannes ont exigé que les autorités réagissent rapidement aux assassinats de Margarita Murillo et de Berta Cáceres, des leaders paysannes qui ont été tuées pour avoir défendu le droit à la terre et au crédit, des droits qui permettent aux paysannes de lutter contre la faim, la pauvreté et la malnutrition dans les campagnes. Les paysannes ont demandé une réforme agraire globale qui redistribue les terres et garantisse non seulement l'accès à la terre, mais aussi à tous les instruments et les mécanismes, de façon équitable, pour que tous aient une vie digne et juste. Un appel au gouvernement pour qu'il approuve immédiatement la proposition de loi sur la réforme agraire globale, avec une égalité des genres, a été présenté au Parlement en avril 2014. L'objectif est de promouvoir un développement durable et de garantir l'accès et le contrôle de la terre et des ressources naturelles, en priorisant les femmes rurales. En honneur du combat mené par Berta Cáceres, ils ont déclaré le Rio Gaulcarque patrimoine national. Ils ont également exigé la cessation de la criminalisation et de la persécution (surtout des femmes, des paysans, des indigènes, des afro-descendants et des militants pour les droits humains).

Europe

Le mouvement Nyéléni Europe pour la souveraineté alimentaire (www.nyelenieurope.net) est un réseau de plus de 300 organisations de la société civile européenne, de 35 pays. Son but est de créer et d'agir sur des stratégies communes pour que le peuple ait le droit de définir démocratiquement ses propres systèmes alimentaire et agricole, basés sur un cadre de souveraineté alimentaire internationale. Le réseau a organisé un 2ème Forum Européen pour la Souveraineté Alimentaire, Nyéléni 2016, avec pour thème "*Vers une Europe souveraine sur le plan alimentaire ? Un dialogue entre la société civile et les responsables politiques*", qui s'est tenu à Cluj Napoca, Roumanie, du 26 au 30 octobre. Il a été accueilli par "Eco Ruralis Association », organisation membre de la Coordination Européenne Via Campesina (ECVC). Près de 500 personnes, venues principalement d'Europe, y ont participé. Ce Forum a été le point

culminant du processus de consultation de la société civile. La mobilisation pour le forum Nyéléni 2016 a commencé en décembre 2015, à Paris, pendant la COP21, où un plan d'action a été préparé. La Via Campesina était représentée par plus de 70 participants dont la plupart étaient membres de l'ECVC.

Le 2ème Forum européen pour la souveraineté alimentaire, Nyéléni 2016, s'est tenu à Cluj Napoca, Roumanie, du26 au 30 Octobre, et a compté sur 500 participants environ, la plupart venant d'Europe

Le forum a permis de débattre et d'élaborer des plans d'action autour de 6 thèmes principaux: (1) Terre, eau et pêche entre les mains du peuple, (2) droits des travailleurs migrants, agricoles et du secteur alimentaire, (3) L'agroécologie paysanne, dont les semences, (4) systèmes commerciaux alternatifs versus le pouvoir mondial des entreprises, (5) Marchés territoriaux et systèmes de distribution alimentaire, et (6) Politique alimentaire et agricole commune. Les délégués ont manifesté le besoin de coopération et ont décidé par consensus de communiquer et de s'ouvrir aux mouvements et mécanismes de la société civile. Nyéléni a été perçu comme une plateforme pour faciliter les premiers pas dans ce sens et pour renforcer la souveraineté alimentaire en Europe centrale et en Asie. Les participants ont à nouveau débattu sur les enjeux auprès des représentants de la FAO (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) et de la manière dont la FAO pourrait aider à la création de pratiques locales orientées vers la durabilité en Europe. L'évènement a mis l'accent sur l'importance d'un dialogue structuré entre les responsables politiques et les organisations de la société civile. L'une des avancées majeures de ce forum a été la convergence entre les organisations d'Europe de l'est et d'Asie centrale et leurs homologues d'Europe de l'ouest. Nyéléni 2016 a conduit à la formation de plans alimentaires et agricoles conjoints, afin de promouvoir un modèle d'agriculture agroécologique.

"Préserver et gérer les terres agricoles européennes comme un bien commun"

L'ECVC fait pression sur le Parlement Européen (PE) pour qu'il s'attaque au phénomène de la concentration des terres. En février 2015, ECVC et Terre de Liens ont soumis une pétition conjointe sur "*préserver et gérer les terres agricoles européennes comme un bien commun*" afin qu'il place dans l'agenda cette question étant donné qu'elle affecte le renouvellement agricole et rural. La Commission Européenne et le Parlement étaient réticents à débattre, réguler et planifier des politiques foncières. Cette campagne de plaidoyer et de pression se concentre sur le problème de la concentration des terres dans l'Union Européenne. En avril 2016, après de nombreuses campagnes, la pétition a été acceptée pour le

débat et a été envoyée aux comités agriculture et environnement de la Commission Européenne et du Parlement pour traiter les questions concernées. En juillet, la commission des pétitions du Parlement Européen a débattu de la pétition après les présentations de ECVC et de Terre de Liens. ECVC a organisé un débat public, avec les Verts/ALE et le comité économique et social. L'objectif était d'ouvrir le débat sur la question du foncier. Avec le soutien des verts européens et des socialistes, ECVC et ses alliés ont réussi à faire en sorte que la commission AGRI prépare un rapport intitulé : « concentration agricole dans l'Union européenne: comment faciliter l'accès des agriculteurs aux terres? ». Ce rapport sera voté en plénière en mars 2017. Entre-temps, ECVC continue à travailler sur l'amélioration de sa proposition au PE.

Amérique du Nord

Le Forum Social Mondial s'est tenu à Montréal, Québec, Canada, du 9 au 14 août. La région Amérique du Nord de La Via Campesina a organisé une délégation pour participer au FSM. Ils ont été rejoints par d'autres membres de LVC Europe, Palestine et Brésil. L'Union Paysanne a accueilli la délégation de la Via Campesina. La délégation LVC a profité de l'évènement pour offrir sa solidarité envers l'exigence de l'Union Paysanne d'être reconnue, par le gouvernement québécois, comme étant la voix des paysans qui luttent pour la souveraineté alimentaire. L'Union Paysanne lutte pour mettre fin au monopole syndical de l'agriculture au Québec.

Accueillie par l'Union Paysanne, membre de LVC, une délégation de femmes et d'hommes composée de paysans, de représentants peuples indigènes et de travailleurs migrants a participé au Forum Social Mondial 2016 et a appelé à la lute continue pour la souveraineté alimentaire, une réforme agraire du people, la souveraineté des semences et de la biodiversité, la democratisation su système alimentaire et une forte défense des droits humains

Pendant le FSM, la délégation de LVC a participé à la marche d'ouverture et à d'autres espaces de dialogue (ateliers, conférences et assemblées) sur la souveraineté alimentaire, le droit à l'alimentation, les sociétés post-extractives, l'agroécologie, la réforme agraire populaire, et l'avenir du FSM. Ils sont

intervenus sur ces questions, avec leurs alliés, comme l'ETC Group, Grain, Climate Space, l'Indigenous Environmental Network (IEN), Global Justice Now, USC Canada, SUCO, Why Hunger, Grassroots Global Justice Alliance, Global Forest Coalition, Focus on the Global South, Development and Peace, Inter-Pares, Vigilance OGM Québec, entre autres. Ils ont appelé à un combat permanent pour la souveraineté alimentaire, une réforme agraire du peuple, la souveraineté des semences et de la biodiversité, la démocratisation des systèmes alimentaires et une forte défense des droits humains.

La Via Campesina a profité du FSM 2016 pour exprimer sa solidarité avec tous les mouvements (particulièrement en Palestine, au Brésil, aux USA, etc.) qui luttent contre la violence, la dépossession, l'exclusion et les attaques contre les droits démocratiques des peuples. Aux USA et au Canada, les peuples premiers combattent les menaces à l'intégrité de leurs terres à cause de l'exploitation des sables bitumineux, des pipelines et d'autres actions de destruction menées par le capital. La question de la lutte contre la violence croissante envers les afro-américains illustrée par le mouvement « Black Lives Matter » fait aussi partie des préoccupations de la région.

La région Amérique du nord de La Via Campesina a critiqué le gouvernement canadien pour avoir refusé à beaucoup de représentants de mouvements sociaux importants, dont deux leaders de La Via Campesina, des visas pour participer au FSM.

Caraïbes

Pendant la réunion du collectif de travail international de La Via Campesina sur l'agroécologie, les semences et la biodiversité à Cuba, des participants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique ont échangé des expériences de paysannes et de paysans, de peuples indigènes, liées à plus de 40 écoles d'agroécologie dirigées au niveau mondial par le collectif. La photo montre une scène de la mystica

Le collectif de travail international sur *l'agroécologie, les semences et la biodiversité* de La Via Campesina a organisé, à Cuba, une réunion de deux jours et une visite d'échange en octobre (2-5) 2016. 13 représentants de 10 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique y ont participé. Ils venaient des organisations

membres de La Via Campesina qui dirigent actuellement plus de 70 écoles d'agroécologie et formations dans le monde.

Le premier jour, les représentants ont présenté les rapports régionaux sur la situation actuelle des écoles d'agroécologie paysanne et d'autres processus de formation en agroécologie. Ces présentations ont été suivies par une session conjointe sur les jeunes et l'agroécologie, au cours de laquelle la politique globale et le contexte social ont été analysés, en mettant l'accent sur les jeunes et la souveraineté alimentaire. Des points de vue intéressants sur ce que signifie l'agroécologie pour leurs organisations respectives ont émergé pendant les débats (voir encadré ci-dessous). Les représentants se sont accordés sur le fait que l'agroécologie inclue les expériences des paysannes et des paysans, des communautés indigènes et des jeunes, et qu'il s'agisse d'un instrument pour la lutte.

Plusieurs initiatives liées aux processus de formation en agroécologie ont été partagées. Par exemple, au Canada, Le "National Farmers Union" (NFU) prévoit d'élaborer un manuel sur l'agroécologie pour la "National Coalition for New Peasants". D'autres organisations souhaitent développer un réseau pour le partage d'idées et d'expériences afin de transformer la société à travers l'agroécologie paysanne. Au Mexique, de brefs cours d'agroécologie sont proposés en partenariat avec une université. En Inde, différents cours de formation en agriculture naturelle zéro budget (ANZB) répondent aux besoins des paysans, des jeunes et des femmes (ex. cours de 1 ou 2 jours pour toutes les tranches d'âge, cours intensifs de 3 ou 4 mois, cours pour les mouvements alliés de 3 ou 4 jours et cours de 1 ou 2 ans pour les jeunes souhaitant devenir des paysans ANZB).

Qu'est-ce que l'agroécologie?

- L'agroécologie est une lutte pour nous libérer du système capitaliste global et aboutir à la souveraineté alimentaire et à l'autonomie des peuples. Une lutte pour ne pas détruire nos ressources naturelles.
- L'agroécologie implique de nouveaux styles de vie, avec de nouvelles relations entre les êtres humains et les autres êtres vivants de la Terre Mère.
- C'est bien plus que retrouver nos racines et nos savoirs ; c'est également la renaissance de relations de respect, d'amour, de solidarité entre les gens et entre les peuples. C'est une lutte anti-impérialiste t populaire, c'est la base de la souveraineté alimentaire et de la vie paysanne. Elle nourrit les paysans et toute la société
- C'est la solidarité entre les ruraux et les urbains, les paysans et les travailleurs, nos organisations et nos alliés dans les villes, les universités et d'autres institutions
- C'est un lutte pour une politique publique qui promeuve la production paysanne, nos marchés locaux et la promotion de nos terres et de nos territoires

Les débats se sont également concentrés sur l'agroécologie dans le contexte international, surtout dans le processus de la FAO. Les Institutions, les gouvernements et les entreprisses souhaitent se servir de l'agroécologie pour promouvoir leurs agendas. Le différend porte sur le type d'agroécologie qu'ils promeuvent, ce qui exige de nous que nous

travaillions et ayons des réseaux au niveau international, et que nous luttions contre une possible cooptation de l'agroécologie. Etant donné que beaucoup en parlent par intérêt, nous devons défendre une agroécologie paysanne autonome, pour produire une alimentation saine et pour que nous puissions transformer les relations sociales, ainsi que notre relation avec la nature.

Le deuxième jour, les discussions ont porté sur la proposition de créer une articulation internationale pour le réseau des écoles et processus de formation en agroécologie (sa structure, ses taches, sa coordination, la cartographie, le matériel d'étude, etc.) du mouvement paysan international. Les différentes stratégies et plans de renforcement du collectif ont également fait l'objet du débat. Certains enjeux ont été identifiés, notamment le manque de ressources adéquates au développement du matériel d'étude et d'autres publications. Afin de relever ce défi, il a été décidé de travailler avec des alliés tels que GRAIN, ETC Group, TNI, entre autres, et également de recourir aux alliances existantes avec le monde académique, pour améliorer les compétences politiques et techniques du mouvement social en recourant aux pédagogies politiques participatives.

Les deux derniers jours de visite ont été consacrés à l'étude de la méthodologie "campesino a campesino" (de paysan à paysan) utilisée par l'ANAP (Via Campesina-Cuba), avec grand succès, pour répandre l'agroécologie parmi les paysans cubains. Cela a inclus des visites de différentes exploitations et coopératives paysannes agroécologiques.

Aller vers une déclaration de l'ONU sur les droits des paysans

4

L'initiative sur les droits de paysans, entamée il y a 15 ans par La Via Campesina, a démarré un processus au sein des Nations unies pour une déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Si elle est approuvée, cette déclaration créera un instrument légal international pour protéger les droits et attirer l'attention sur les menaces et les discriminations dont font l'objet les paysans et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Avant le 3ème OIEWG (COAG), La Via Campesina a organisé différentes consultations régionales. A l'image, l'une de ces consultations organisées par Serikat Petani Indonesia, le syndicat des paysans indonésiens, en Indonésie

En 2016, La Via Campesina a commencé par mener des consultations élargies avec ses membres dans les neuf régions, afin de réunir les points de vue et les meilleures pratiques concernant les droits des paysans pour renforcer le processus. Beaucoup de régions ont mené des consultations parmi les membres, par le biais de réunions et même d'une caravane afin collecter des contributions précieuses pour le prochain processus. Ces contributions ont ensuite été utilisées par les représentants de LVC et ses alliés pour faire pression sur les gouvernements afin qu'ils soutiennent le processus de négociations, finalisent et soumettent la déclaration des Nations unies sur les droits des paysans. Un évènement parallèle avec les alliés a été organisé aux Nations unies, le 17 mai, afin de faire pression sur les gouvernements juste avant la 3ème session du Groupe de travail intergouvernemental (GTI) à composition non limitée. Pendant cette session, les négociations sont passées à la phase décisive suivante, dans laquelle tous les articles du projet de déclaration ont fait l'objet de débats, ce qui a permis aux représentants des gouvernements, à La Via Campesina et d'autres organisations d'apporter leurs contributions et points de vue. A nouveau, La Via Campesina apportera les contributions et les commentaires importants au texte afin de s'assurer de la non diminution, exclusion ou dilution de nos droits. Les secrétariats régionaux et les organisations membres nationales élaborent activement des stratégies sur comment organiser et améliorer la

communication sur ce travail important. La plupart des gouvernements qui ont traditionnellement soutenu le processus ont apporté des contributions constructives, des commentaires et des ajouts, pour inclusion et une meilleure clarification du texte. Les négociations se sont bien déroulées et étaient constructives. Un texte de déclaration révisé, tenant compte des contributions de la 3ème session, a ensuite été préparé par la mission bolivienne (qui préside ce processus au sein de l'ONU).

Toutefois, les USA et l'Europe s'opposent encore au processus car ils trouvent qu'ils n'ont pas besoin d'un nouvel instrument de droits humains pour les droits des paysans et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales, et que la déclaration comporte maintenant quelques "droits nouveaux" (droits financiers, semences, etc.). Malgré l'opposition de ces deux puissances mondiales, La Via Campesina et ses alliés continuent à faire pression sur plus d'Etats, en se concentrant sur le renforcement des partisans et la persuasion des abstentionnistes (ex. quelques pays européens). Cela fait partie d'une stratégie globale pour aider ces gouvernements à comprendre la nécessité de la déclaration, et pour constituer une base de soutiens plus ample pour le prochain processus crucial de négociations, lors de la 4ème session du Groupe de travail intergouvernemental (GTI) à composition non limitée, en mai 2017. Ce sera la dernière opportunité pour que les Etats et la société civile contribuent au document. Le vote pour la déclaration aura probablement lieu en 2018 à Genève, puis à New York.

En septembre, La Via Campesina et des organisations d'appui (FIAN et CETIM) ont rencontré l'ambassadeur de Bolivie, Nardi Suxo, au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, à Genève, pour faire d'avantage pression en faveur de la déclaration et le soutenir en tant que président du Groupe de travail intergouvernemental (GTI) à composition non limitée. Pendant cette réunion, l'ambassadeur bolivien s'est engagé à continuer à travailler pour générer des synergies entre les gouvernements, les organisations de paysans et la société civile, afin de soutenir le processus.

En novembre, La Via Campesina a participé à un séminaire d'experts organisé par les gouvernements bolivien et Suisse, et l'académie de Genève, au Palais des Nations, à Genève, pour débattre d'avantage sur l'article qui porte sur le droit à la terre et d'autres ressources naturelles. Il s'agit de l'un des articles, du projet de déclaration, cruciaux pour notre lutte. L'objectif de ce séminaire a été d'apporter plus d'arguments en faveur de la déclaration, afin que les gouvernements comprennent la nécessité que le droit à la terre soit reconnu comme un droit humain.

Afin de renforcer le travail sur la déclaration des Nations unies, La Via Campesina et ses alliés mettent à jour le dépôt en ligne (www.defendingpeasantrights.org), qui est maintenant disponible en 3 langues (français, anglais, espagnol), pour appuyer les conférences et les consultations sur des sujets controversés comme les semences et le foncier. Vers la fin de l'année, nous avons commencé à développer une boîte à outils pour nos organisations membres afin d'améliorer leur compréhension de la

déclaration et trouver des moyens de s'en servir pour défendre leurs droits. Cette boîte à outils sera publiée en 2017. Un rapport sur les violations des droits des paysans est également en cours de préparation et devrait être publié en juillet 2017, pour la VII^{ème} conférence internationale de LVC. Ce rapport présentera des cas des différentes régions, afin d'apporter des preuves en faveur des articles de la Déclaration de l'ONU. Entretemps, le collectif des droits des paysans de LVC prévoit de se réunir en mars 2017 afin de consolider et planifier d'autres actions pour 2017 et au-delà. Le même mois, il y aura, en Allemagne, un grand congrès où sera débattue l'initiative des droits des paysans avec d'autres mouvements populaires du monde entier.

Pendant l'année, de nombreux membres et alliés luttant pour la justice sociale ont affronté une criminalisation croissante dans des pays comme le Honduras, la Colombie le Chili, le Brésil, le Paraguay, le Pérou, l'Argentine, Porto Rico, l'Espagne, la Syrie, la Turquie, la Thaïlande, la Corée du Sud, etc., sous la forme de menaces permanentes, enlèvements, torture, persécutions, expulsions illégales et même assassinats. Parmi ces pays, le Honduras, le Brésil et la Colombie ont été ceux où le plus grand nombre d'assassinats de leaders paysans qui défendaient leurs droits a été enregistré. En Turquie, la criminalisation des critiques faites à la position de l'actuel gouvernement vis-à-vis des Kurdes a empiré après l'échec du coup d'Etat d'octobre/novembre. L'intolérance envers les positions divergentes est monnaie courante. La Via Campesina a émis différentes déclarations de solidarité contre la criminalisation, la répression et l'assassinat de paysans, et est engagée dans le combat contre ceux qui contribuent à la destruction de la terre, de l'eau, de l'alimentation, de la santé et des vies partout dans le monde (voir annexe 1.1). Nous condamnons les changements, dans la politique de l'UE, qui ont cherché à restreindre la liberté de mouvement des réfugiés qui fuient les conflits en Afrique du nord, au Moyen Orient et dans quelques parties d'Asie.

Les multinationales devraient être tenues responsables de leurs crimes

5

La lutte contre le contrôle des systèmes alimentaires par les entreprisses est permanente. Les communautés rurales continuent à inventer de nouvelles façons de résister à la marchandisation de l'agriculture. Elles sélectionnent et conservent leurs propres semences, s'opposent aux brevets sur la vie, recourent aux pratiques agroécologiques pour remplacer les intrants chimiques, construisent des marchés locaux pour s'opposer aux grandes chaînes de supermarchés et empêchent que leurs terres soient accaparées par les entreprises.

Tribunal en cours à La Haye

La militante brésilienne Nivia Silva (Movimento Sem Terra) s'exprime au Tribunal

Plusieurs initiatives ont été lancées au niveau international pour défier le pouvoir des multinationales et dénoncer leurs crimes. Le tribunal Monsanto a eu lieu à La Haye du 14 au 16 octobre et a réuni de nombreux militants. Ce tribunal est une initiative de la société civile pour rendre Monsanto comptable de ses crimes contre l'humanité et de la violation des droits à l'alimentation. Des juges éminents ont écouté les témoignages des victimes et émettront un avis consultatif qui suivra les procédures de la Cour Internationale de Justice, vers avril 2017.

La Via Campesina a joué un rôle actif dans l'assemblée des peuples qui se déroulait parallèlement au tribunal afin de proposer une analyse systémique du capitalisme et du pouvoir des entreprises, le besoin

de construire des mouvements populaires, et la souveraineté alimentaire comme étant une lutte politique. Plusieurs organisations sociales sont impliquées dans les tribunaux populaires pour apporter la justice aux peuples. Le mouvement des paysans a organisé plusieurs ateliers auxquels ont participé de nombreux militants. Des paysans d'Inde, de France, du Brésil, d'Espagne et du Maroc ont expliqué comment les entreprises portent atteinte à une production alimentaire humaine et saine là où elles se trouvent. La Via Campesina a également profité de l'occasion pour inviter d'autres groupes à rejoindre le réseau sur les droits des paysans de l'ONU et la campagne pour démanteler le pouvoir des entreprises. Pendant cette activité, La Via Campesina a publié plusieurs déclarations et produit une vidéo pour décrire notre stratégie concernant les droits des paysans.

Un tribunal sur les entreprises agrochimiques au Sri Lanka

Un mois avant le tribunal international Monsanto, le "Movement for National Land and Agricultural Reform" (MONLAR), membre de La Via Campesina au Sri Lanka, a co-organisé le premier tribunal sur les entreprises agrochimiques au Sri Lanka. En cette occasion, le modérateur de l'organisation des paysans a déclaré: "Nous voulons connaître les impacts des activités des multinationales agrochimiques sur l'environnement, la santé et la société. Par ailleurs, ces multinationales agrochimiques n'ont pas été tenues responsables des dommages qu'elles provoquent sur les sri-lankais depuis 40 ans ».

Pendant le tribunal, un certain nombre de militants a également signalé que les femmes sont les plus touchées. Les femmes sont employées dans la plupart des grandes exploitations qui se destinent à l'exportation, la majeure partie d'entre elles étant

16 Octobre: Journée d'action pour la souveraineté alimentaire des peuples et contre les multinationales. (https://tv.viacampesina.org/October-16-Actions-around-the?lang=en)

Pour la Journée internationale de l'alimentation, La Via Campesina a lancé un appel aux actions pour la souveraineté alimentaire des peuples et contre les multinationales. Vous pouvez consulter quelques posters publiés à l''occasion de cette journée ici : https://tv.viacampesina.org/October-16-Actions-around-the?lang=en

gérées par des multinationales agrochimiques. Elles sont constamment exposées aux produits agrochimiques ce qui provoque, chez la plupart d'entre elles, des maladies chroniques. Un rapport spécial sur les entreprises agrochimiques au Sri-Lanka a été publié par les organisateurs du tribunal du peuple.

Au Chili, un tribunal s'est également tenu pour examiner des affaires contre les sociétés minières qui détruisent la nature et tuent les gens. ANAMURI, une organisation de paysannes membre de La Via Campesina, a organisé un tribunal éthique pour dénoncer les impacts de l'industrie minière sur la diversité. Cet évènement contre le capitalisme et le patriarcat a eu lieu en octobre 2016.

Campagne pour démanteler le pouvoir corporatiste

En Octobre 2016, une delegation de La Via Campesina a également participle aux négociations et aux mobilisations pour la souveraineté des peuples et pour soutenir les négociations du traité contraignant sur les grandes multinationals au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU

ctor Barrio / Friends of the Earth International

La Via Campesina s'est jointe à ses alliés afin de renforcer différentes initiatives pour affaiblir l'emprise des entreprises sur notre monde. En mai, les paysans se sont joints à une audience publique au Parlement Européen, organisée par la Campagne pour démanteler le pouvoir corporatiste. En juillet, une délégation de La Via Campesina a également participé à un séminaire de stratégie à Heidelberg sur comment utiliser l'ONU pour réduire le pouvoir des multinationales, pour faire pression pour une gouvernance globale plus démocratique et recourir aux Droits de l'Homme en tant qu'outil pour les luttes locales. Plusieurs mouvements et alliés comme l' "International Planning Committee" (IPC), "Campaign to Dismantle Corporate Power" (campagne pour démanteler le pouvoir des multinationales) et organisations syndicales ont participé au séminaire. Plus tard, du 23 au 30 octobre, une délégation de La Via Campesina

a également participé aux négociations et aux mobilisations pour la souveraineté des peuples et pour soutenir les négociations pour le traité contraignant sur les multinationales au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU . S'il entre en vigueur, ce traité rendra possible le déclenchement de mécanismes de sanction contre les multinationales à travers de la création d'une Cour Internationale, par exemple.

Promouvoir et défendre l'agroécologie et les semences paysannes:

Apprendre par l'échange et le dialogue

6

Les régions LVC et les organisations membres ont plus de 40 écoles paysannes d'agroécologie et de processus de formation dans le monde. En 2016, le collectif Agroécologie a entamé un processus de constitution d'une articulation interne, ou réseau, entre eux afin qu'ils s'engagent dans une entre-aide par des échanges d'expériences, de matériels d'étude, de professeurs, etc.

L'une des meilleures façons qu'a trouvé la LVC de promouvoir l'agroécologie a été d'organiser des visites d'échange pour apprendre des expériences de succès. Du 13 au 18 juin 2016 au Mali, un échange sur l'agroécologie entre le Mali et le Burkina Faso a eu lieu et a été couronné de succès. Il a été filmé (annexe 1).

Des paysannes de l'association coréenne des paysannes et des membres du syndicat des paysans indonésiens (SPI) pnt organize un échange sur l'agroécologie en février 2016 au centre international de formation en agroécologie du SPI, à Cijujung

Un autre échange de paysan à paysan a été organisé par le SPI (Syndicat des paysans indonésiens) en Indonésie, du 22 au 26 février. Douze paysannes de "Korean Woman Peasants Association" (KWPA) ont participé à une visite d'échange sur l'agroécologie à Jakarta et Bogor. Elles se sont également rendues dans le centre national de formation en agroécologie du SPI à Cijujung. Un échange de jeunes paysans a eu lieu en Thaïlande, du 14 au 16 mars. Du 10 au 13 mai, en Ouganda, les organisations de LVC Afrique australe et orientale et d'autres parties du monde ont participé à des échanges d'apprentissage en agroécologie. De juillet à septembre, il y a eu une session de formation en agroécologie destinée aux jeunes, à l'école d'agroécologie paysanne de KRRS au Karnataka, Inde.

Un pot de semences à l'école d'agroécologie amritabhoomi (photo de Rashmi M)

A Cuba, LVC a organisé un échange international sur l'agroécologie, avec 40 représentants de tous les continents. Il y a eu des formations spécifiques de paysan à paysan ainsi que des visites de terrain chez des paysans locaux. Au Zimbabwe, ZIMSOFF et UCAMA ont lancé des initiatives locales pour la conservation des semences paysannes. En Europe, La Via Campesina a co-organisé un évènement clé: le deuxième Forum Nyéléni Europe à Cluz Napoca, Roumanie. Cette réunion s'est tenue du 26 au 30 octobre et a été cruciale pour la mobilisation des peuples, surtout en Europe de l'est, autour de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie. Afin de soutenir les différents processus d'agroécologie, un bulletin Nyéléni sur l'agroécologie a été publié: "agroécologie à la croisée des chemins ». Ce bulletin a été utilisé dans de nombreux évènements.

FAO et agroécologie: ouvrir de nouveaux espaces de dialogue

L'agroécologie a gagné de l'importance au sein de la FAO et La Via Campesina et ses alliés ont fourni d'importants efforts pour intégrer l'agroécologie paysanne dans le plan de travail de la FAO. En 2016, LVC a entrepris plusieurs activités dans ce but. La FAO a accepté de diffuser et d'utiliser, pour la formation, une boîte à outils élaborée avec différents matériels de LVC sur l'agroécologie. La FAO a créé une section spécifique pour l'agroécologie (http://www.fao.org/agroecology/en/) sur sa page officielle dans laquelle sont décrits 3 exemples d'expériences en agroécologie de LVC.

Malgré ces succès le lobby des entreprises de biotechnologies résiste contre le fait que la FAO reprenne l'agroécologie. Le symposium de la FAO sur les biotechnologies, qui s'est tenu du 14 au 16 février à Rome, a été dominé par l'industrie des biotechnologies. LVC a participé et a adopté une position ferme pendant ce symposium, et une déclaration publique « *Corporate vision of the future of food promoted at the UN" (la vision corporatiste de l'avenir de l'alimentation promue aux Nations unies)* a été préparée et émise, avec d'autres mouvements. LVC a rencontré le Directeur Général de la FAO, Graziano da Silva, pour que la FAO change sa pratique et mette davantage l'accent sur l'agroécologie et les producteurs alimentaires de petite échelle.

Après les Symposia régionaux de la FAO sur l'agroécologie, la Chine a organisé, avec la FAO, un symposium national sur l'agroécologie, pour une agriculture et un système alimentaire durables, à Kunming, Yunnan, Chine, du 28 août au 1er septembre 2016. LVC y a participé et pris la parole, avec une délégation d'Indonésie, Corée et Thaïlande. Pour agir sur le partenariat LVC-FAO sur l'agroécologie, LVC SEAf a participé à une formation dans une école pratique d'agroécologie, au Mozambique, la première du genre dans le pays.

Semences: Il faudrait stopper la récupération des semences par les entreprises !

Pendant le symposium Biotech de la FAO, il y a eu une forte tentative de la part de l'industrie des semences d'imposer les OGM et les semences industrielles. LVC a proféré un discours déclarant que la FAO devrait appuyer la sélection des semences par les paysans au lieu de soutenir l'industrie des biotechnologies. Le mouvement paysan continuera de combattre la mainmise des entreprises sur le Traité des semences. Les discussions récentes sur le traité montrent, de plus en plus, qu'il sert les intérêts de l'industrie des semences. Une petite évolution positive, néanmoins, a été que M. Shakeel, secrétaire du traité et ami de l'industrie des semences, a été remplacé, après la forte pression exercée par LVC et d'autres, étant donné qu'il vendait le traité au secteur privé.

Le 12 juillet 2016, à Genève, LVC a participé à la réunion du groupe de travail sur le traité des semences. Cela mènera à la prochaine réunion de l'organe directeur du traité des semences, en octobre 2017.

Fin septembre 2016, le gouvernement indonésien a organisé une consultation sur les droits des paysans aux semences. Cette consultation a été organisée entre les gouvernements indonésien et norvégien. La Via Campesina a fait pression sur ces gouvernements et la FAO pour ouvrir une consultation et élargir la participation aux paysans et aux petits producteurs d'aliments. Pour l'une des consultations, il y a eu une tentative de réduire la taille de la délégation de LVC mais, après des négociations, elle est passée à 6. Pendant la consultation, la délégation de LVC a exprimé les fortes critiques du mouvement sur le travail, mené jusqu'alors, autour du Traité international des semences. Dans une déclaration ayant pour titre : "Nothing about us, without us!" (rien nous concernant sans nous !), LVC a affirmé que le Traité sert davantage les intérêts des entreprises au lieu de soutenir activement la mise en œuvre des droits des paysans et de placer les paysans au cœur du processus.

Sago Indra du SPI prend la parole lors de la consultation sur les droits des paysans à Bali, organisée par les gouvernements indonésien et norvégien, avec le soutien d'ITPGRFA

En décembre 2016, la Conférence des Parties (COP) de la Convention sur la diversité biologique (CDB) des Nations unies s'est tenue à Cancun, Mexique. LVC et ses alliés ont fait pression pour l'interdiction de la technique du forçage génétique et ont contribué au lancement d'une campagne avec un grand nombre d'organisations. Pendant la réunion gouvernementale de la CDB, le mouvement paysan a eu trois interventions et a incité les gouvernements à soutenir l'interdiction. LVC a également abordé la question des droits des paysans avec l'UPOV, l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales, qui va contre les droits des paysans et protége les droits du secteur privé et des grands phytogénéticiens.

Des leaders paysans de La Via Campesina, accueillis par Serikat Petani Indonesia, ont tenu une réunion stratégique de deux jours sur la question des semences et de la biodiversité et ont pris des décisions stratégiques pour contrer la criminalization croissante des paysans qui pratiquent l'échange et l'utilisation traditionnels des semences

En 2016, La Via Campesina et ses organisations membres ont organisé de nombreuses actions contre les semences génétiquement modifiées. En Inde, les membres de LVC ont organisé des actions fortes contre les multinationales. Elles ont consisté à détruire des champs de coton GM Monsanto et à exiger des indemnisations pour les dommages et pertes provoqués par l'utilisation des semences de ces entreprises. Ils ont également agi contre la moutarde GM. A Accra, Ghana, une mobilisation contre Monsanto a été organisée. En Suisse, il y a eu une marche contre Monsanto et Syngenta, et à Bruxelles, ECVC et d'autres ont lancé des actions pour mettre fin aux brevets et aux lois sur les OGM. En France, Suisse et Allemagne, une caravane des semences a été organisée pour promouvoir les semences paysannes.

« Food Sovereignty Ghana" en collaboration avec La Via Campesina Ghana/ECASARD et la plateforme intégrée du Ghana pour la terre, l'eau et les semences ainsi que des paysans ont marché en silence dans la rue avec des pancartes et des bannières contre le monopole de Monsanto sur les semences et l'alimentation OGM

Fin décembre 2015, les organisations membres de LVC au Venezuela ont fait voter, avec succès, l'une des lois des semences les plus progressistes du monde. Elle est entrée en vigueur début 2016. Cette loi est considérée comme une victoire pour les mouvements internationaux en faveur de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire, état donné qu'elle interdit les semences GM tout en protégeant les semences locales de la privatisation. C'est une importante défaite des tentatives des multinationales comme Monsanto et Cargill de faire pression sur le gouvernement vénézuélien pour qu'il accepte les cultures d'OGM comme étant une solution technique aux limites de la production alimentaire.

17 Avril:

7

Posters, illustrations et photos de la journée d'action

Droit à la terre, à l'eau et aux territoires:

8

Un combat pour les biens communs!

En avril 2016, à Maraba, Brésil, plus de 130 représentants des organisations membres de La Via Campesina et des alliés de 4 continents, 10 régions et 28 pays du monde se sont réunis pour la Conférence internationale sur la réforme agraire, organisée par La Via Campesina. Cette rencontre est une étape majeure pour la lutte pour la terre et les territoires, pour évaluer la situation actuelle, et développer des stratégies et la solidarité pour un autre type de société.

En 2016, des participants à la conférence de Maraba ont partagé leurs expériences directes de lutes pour conserver leurs terres et leur eau en Amérique, en Asie, en Afrique, en Europe eu au Moyen-Orient

La conférence de Maraba s'inscrit dans une série de plusieurs grandes réunions internationales pour la réforme agraire organisées depuis 20 ans par La Via Campesina. En 2006, la FAO a organisé une Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (ICARRD) à Porto Alegre, où La Via Campesina et ses alliés ont joué un rôle important pour faire progresser un agenda du peuple. Mais, 10 ans plus tard, les gouvernements ne respectent toujours pas les engagements qu'ils y ont pris.

En 2016, les participants de la Conférence de Maraba ont partagé leurs expériences de luttes directes pour conserver leurs terres et leur eau en Amérique, en Asie, en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient. Ils ont conclu qu'ils faisaient face au même ennemi et aux mêmes problèmes. Nous assistons maintenant à l'émergence d'une alliance entre le capital financier, l'agrobusiness, l'Etat et les medias de masse qui

font la promotion d'une avalanche de privatisations, accaparements et appropriations des biens communs et publics comme la terre, l'eau, les forêts, les semences, l'élevage, la pêche, les glaciers et des territoires entiers.

Toute résistance des populations rurales est diabolisée par les grands médias et les organisations des peuples ruraux, leurs leaders et leurs partisans affrontent la répression, la criminalisation, la persécution, les assassinats, les disparitions forcées, les emprisonnements illégitimes, les détentions administratives, le harcèlement sexuel et le viol. Face à cette situation terrible, La Via Campesina a confirmé ses propositions pour la souveraineté alimentaire, une réforme agraire populaire, construire des territoires de production alimentaire agroécologique et une agriculture paysanne pour refroidir la planète. Les propositions, bien que semblables, diffèrent en fonction des réalités locales. Là où la terre est concentrée entre les mains de peu de gens, la lutte se fait pour la redistribution. Dans quelques pays, les paysans parlent de « révolution agraire ». Là où les gens conservent encore leurs terres et territoires, ils luttent pour les défendre et éviter l'accaparement des terres et de l'eau. Entre-temps, là où la terre a été nationalisée et est maintenant concédée aux entités étrangères par les gouvernements, on lutte pour que soient rendus aux communautés les droits ancestraux à la terre.

Les pêcheurs luttent pour la récupération et la défense des territoires de pêche artisanale. En Europe, la stratégie d'occupation des terres est envisagée et des luttes contre les changements d'utilisation de la terre sont organisées. En Palestine, la lutte contre les occupations brutales exige un boycott international des produits israéliens. Et, partout, les jeunes luttent pour leur accès à la terre et autres ressources.

En outre de la Conférence de Maraba au Brésil, d'autres initiatives ont eu lieu, organisées par La Via Campesina et ses membres, pour défendre nos territoires. Les directives sur la terre, les forêts et les pêches, adoptées par la FAO, servent d'outil de lutte pour les droits fonciers. Plusieurs organisations alliées ont organisé des séminaires de renforcement des capacités, en se servant du manuel populaire sur la mise en œuvre des directives en tant qu'outil de défense contre l'accaparement des terres et les intérêts privés, pour les organisations paysannes.

En mars, les membres de La Via Campesina Afrique occidentale se sont activement impliqués dans une caravane pour la terre, l'eau et les semences paysannes, organisée conjointement avec « Global Convergence for Land and Water ». La caravane a soutenu tous les militants et les communautés qui défendent les droits humains liés à la terre, l'eau et les semences et a dénoncé leur criminalisation.

Le mouvement a dirigé la publication du bulletin Nyéléni sur la réforme agraire et la souveraineté alimentaire.

Encadré 1: 17 avril – 20 ans après le massacre

La Conférence de Maraba sur la réforme agraire, a été organisée pour rappeler le massacre des travailleurs ruraux dans le même Etat du Para, il y a exactement 20 ans. Massacre, qui a mené à la création de la Journée internationale des luttes paysannes, célébrée tous les 17 avril.

En 2016, la réforme agraire était logiquement au cœur de cette journée d'action. Plus d'une centaine d'activités de mobilisation ont eu lieu dans le monde pour célébrer la souveraineté alimentaire et l'agriculture paysanne. Les organisations de paysans, mais aussi les universités, les groupes de militants, les ONG et les communautés en résistance ont organisé des projections de films, des marchés locaux, des actions directes et d'autres évènements pour exprimer leur solidarité avec la lutte paysanne. Une cartographie complète des activités est disponible sur : https://viacampesina.org/map/17april/2016/map.html

(1) Vous trouverez de plus amples informations sur la criminalisation de notre lutte dans la partie "droits des paysans" du présent rapport.

Migrations et travailleurs ruraux salariés

9

En 2016, le collectif de La Vía Campesina sur les migrations et les travailleurs ruraux s'est, une fois encore, partout dans le monde, joint aux luttes pour défendre les droits des migrants, lutter contre l'agrobusiness, confronter la crise climatique mondiale et mettre fin aux guerres provoquées pour promouvoir les intérêts des entreprises.

En Europe, pendant son assemblée générale, ECVC a dénoncé les politiques répressives et réactionnaires de l'Union Européenne (UE) envers les familles de migrants qui fuient les conflits en Syrie, en Irak, au Yémen, en Somalie, en Erythrée et en Libye, demandant que les droits humains prévalent dans de telles situations. LVC a également émis plusieurs déclarations demandant à toutes les parties de respecter le droit à l'autodétermination des peuples. Le Forum social mondial qui s'est tenu en 2016, au Québec, Canada, a fourni à LVC une opportunité unique de convergence avec les mouvements sociaux et les organisations alliées, afin d'incorporer davantage, dans leurs stratégies pour construire un monde meilleur, La lutte pour une justice pour les migrants et les travailleurs agricoles. La Via Campesina a réitéré le rôle vital joué par les travailleurs migrants dans la lutte pour la souveraineté alimentaire en co-organisant plus d'une douzaine d'évènements.

En décembre, à Dhaka, Bangladesh, une délégation LVC d'Asie du sud et d'Espagne a participé à l'action globale du peuple (AGP) sur la migration, le développement et les droits humains, avant le 9ème Forum global sur la migration et le développement.

Une délégation de leaders paysans composée de femmes, homes et jeunes d'Asie du sud et d'Europe a été accueillie par BAFLF et soutenue par BKF (membreLVC), lors de leur participation à la réunion de l'UIP sur la Migration à Dhaka, avant le sommet du FMMD

La délégation a été accueillie par notre allié “Bangladesh Agricultural Farmworkers' Federation” (BAFLF), avec l’appui du membre de LVC, “Bangladesh Krishok Federation » (BKF). L’agroécologie paysanne a été présentée comme étant une alternative à l’exode rural vers les villes et l’étranger, avec des délégués LVC du Bangladesh, d’Inde, du Népal et d’Espagne qui ont parlé des défis posés par la crise climatique mondiale et le capitalisme international. L’AGP a émis une déclaration.

En Afrique, les délégués femmes et jeunes qui ont participé au Séminaire de formation international sur la justice climatique de LVC, en 2016, à Marrakech, Maroc, ont débattu de l’importance de lier les luttes pour la souveraineté alimentaire et la justice climatique aux efforts pour la justice envers les migrants en Afrique du nord et ailleurs. Le collectif sur la migration et les travailleurs ruraux a aussi participé à de nombreux autres espaces organisés par des organisations alliées comme «Transnational Migrant Platform » (TMP), la Fondation Rosa Luxemburg, le réseau international ATTAC.

> **"Nous ne croyons pas seulement qu’un autre monde est nécessaire, les membres de La Vía Campesina construisent déjà un meilleur monde."**
>
> *- Coordinateur de la région Amérique du nord de LVC*

Elaboration de politiques publiques pour la souveraineté alimentaire

10

Cette année, La Via Campesina a réitéré son engagement de longue date vis-à-vis de la souveraineté alimentaire et de la lutte contre les accords de libre-échange (ALE) promus par les multinationales et les institutions qu'elles contrôlent (OMC, FMI, etc.). A Rome, faisant partie d'une stratégie permanente pour influencer l'élaboration et l'application des politiques de développement dans le monde, les délégués de LVC sont activement engagés dans les débats et les discussions sur le « commerce et les marchés » organisés par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). LVC a assumé une position ferme et cohérente au sein de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) 2016, en préparant un document de position intitulé: *"Déclaration de LVC sur le commerce, les marchés et le développement ».*

> **"Nous, les paysans du monde, nourrissons actuellement, dans le monde, la majorité et cela malgré les nombreux accords de libre-échange (ALE) qui ont pour but de mondialiser la production paysanne et le commerce".**

- Déclaration sur le commerce, les marchés et le développement (juillet 2016)

La crise du lait, en Europe

Depuis janvier 2014, en Europe, après la fin des quotas sur le lait, les prix du lait sont passés de 40 à 25 cts/kilo. Par conséquent, ce marché non-régulé pousse à la faillite les petits producteurs et promeut la concentration des exploitations dans les régions d'Europe qui sont proches de l'industrie agroalimentaire et des grands distributeurs.

Cela ne sert pas les interêts des producteurs ni des consommateurs.

En 2016, face à une crise laitière sans précédent, l'EU a decidé de recourir aux subventions pour résoudre la situation, prolongeant ainsi la disparition des producteurs laitiers. Selon José-Miguel Pacheco Gonçalves, petit producteur portugais et membre du comité de coordination de ECVC, les 500 millions d'euros, offerts par les autorités de l'UE, permettront à chaque paysan de recevoir environ 0,3 cts/kilo.

Cela est bien inférieur aux pertes actuelles de 15 cts/kilo et ne couvre pas les coûts de production. En 2016, ECVC et l'European Milk Board ont continuellement dénoncé l'absence d'une approche commune de la part des leaders européens pour résoudre la crise du lait. Ils ont appelé les leaders à rétablir un instrument public de régulation pour mettre fin à la crise et préserver la qualité et la durabilité du modèle de production. C'est la seule solution pour mettre fin à la baisse continue des prix du lait et au gaspillage de l'argent public.

Dans les luttes contre le libre-échange, différentes organisations membres ont organisé, dans leurs pays, des manifestations publiques et des campagnes pour stopper les ALE. En Europe, l'ECVC et ses alliés, dont "Friends of the Earth Europe", ont dirigé des protestations publiques et des campagnes pour faire pression sur les gouvernements et les législateurs afin qu'ils votent contre l'Accord économique et commercial global (CETA/AECG) et le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). Les deux accords commerciaux, en cours de négociations avec le Canada et les USA respectivement, sont une attaque contre l'agriculture familiale des deux côtés de l'Atlantique.

Le 20 septembre 2016, plus de 15 000 personnes ont marché dans Bruxelles pour manifester leur opposition aux négociations autour du PTCI et du CETA

> **"L'alimentation n'est pas une marchandise – c'est un droit humain. Nous devons placer les droits des peuples au cœur de nos politiques. Au lieu de promouvoir le modèle de l'agrobusiness néolibéral et de soutenir les grandes multinationales, nous avons besoin de souveraineté alimentaire et d'un système alimentaire et agricole durable, basé sur l'agroécologie »".**
>
> *- Membre du comité de coordination de l'ECVC (Juin 2016)*

Dans le cas du Partenariat transpacifique (TPP/PTP), les membres en amérique du nord de LVC se sont joints à des organisations confessionnelles et pour le développement durable dans un appel aux membres du Congrès pour que soit rejeté l'accord néolibéral. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a été montré comme un exemple flagrant des effets négatifs sur les paysans et les économies rurales. La Via Campesina en Amérique du nord a également alerté sur la nature anti-démocratique des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et Etat (MRDIE) qui couvrent ces ALE.

> **"Nos organisations, qui représentent différents agriculteurs familiaux, éleveurs, pêcheurs, travailleurs agricoles et communautés rurales, travaillent avec diligence, depuis de nombreuses années, pour protéger nos communautés des accords commerciaux rédigés par des initiés qui ne cherchent que le profit des entreprises. Avec nos homologues du Mexique et du Canada, nous avons constaté et vécu les impacts dévastateurs de l'accord de libre échange d'Amérique du nord sur l'agriculture, les travailleurs, les emplois et notre environnement".**

- Déclaration au nom de "National Family Farm Coalition", "Rural Coalition" et "National Latino Farmers and Ranchers Trade Association » sur la fin du Partenariat transpacifique. (novembre 2016)

Par ailleurs, les délégués de LVC ont également contribué à de nombreux évènements organisés par des organisations alliées pour débattre sur les effets désastreux des accords commerciaux des entreprises sur les paysans , les travailleurs et l'environnement. En Afrique du nord, par exemple, ATTAC Maroc a invité Ubai Al-Aboudi de "Palestine's Union of Agricultural Worker Committees" (UAWC) pour parler des impacts négatifs, sur les paysans, du Partenariat Euro-méditerranéen. Plus tard, les alliés marocains ont aidé à organiser le séminaire international de formation sur la justice climatique (2016) dans lequel des membres de LVC du monde entier se sont réunis pour discuter, entre autres choses, de la façon dont les ALE et l'agrobusiness sont une menace constante pour les peuples et la planète. Les 15 et 16 février, LVC a participé au Forum des paysans du FIDA et a joué un rôle central dans l'élaboration du programme, des discussions et de la déclaration finale aux gouvernements. La déclaration a été un message fort adressé au FIDA afin qu'il soutienne davantage l'agroécologie, les semences locales, la mise en œuvre des lignes

directrices sur la propriété foncière, les marchés de petits producteurs, et le processus pour la déclaration de l'ONU sur les droits des paysans. Le FIDA a également été encouragé à collaborer davantage avec la FAO sur ces questions. LVC et d'autres membres du comité directeur ont également soutenu une plus grande autonomie du Forum.

Conférence 2016 de l'ONU sur le commerce et le développement

La Via Campesina et les alliés kényans sont retournés à Nairobi pour continuer à mobiliser et sensibiliser la population urbaine kényane concernant les questions commerciales multilatérales, en particulier les accords de libre-échange (ALE) et leurs promoteurs, les multinationales. La Via Campesina avait été présente au préalable, au Kenya, en décembre 2015, lors de la réunion ministérielle de l'OMC.

Cette année, du 17 au 22 juillet, la 14ème session de la CNUCED s'est tenue également au Kenya, pour débattre du programme de la CNUCED pour les quatre prochaines années, orienté vers un environnement économique global pour le commerce et le développement équitable et inclusif. Contrairement à la réunion de l'OMC, la délégation de La Via Campesina était petite et a été rejointe par plusieurs organisations de la société civile kenyane dirigées par "Kenyan Peasants League" pour exiger que la question commerciale soit retirée de l'OMC et remise au système de l'ONU pour lequel la CNUCED a été créée. Un appel a été lancé à la CNUCED pour qu'elle se concentre sur le développement des marchés locaux.

Des leaders de La Via Campesina d'Afrique et d'Asie et des membres de la société civile du Kenya manifestent devant le sommet du CNUCED

Un exposé de position a été préparé et partagé à une large audience, dont les médias présents à la réunion de la CNUCED. Qui plus est, ces réunions ont établi de bonnes bases pour de futures relations entre LVC et les mouvements sociaux locaux. Ces mouvements ont formé une coalition appelée « Kenya Peasants League » (KPL), peu après nos interactions en décembre 2015, pour sensibiliser davantage sur les questions relatives au commerce.

Renforcer les capacités internes pour lutter pour la justice climatique et environnementale

11

2016 a été une autre année importante pour La Via Campesina, avec de multiples opportunités de réagir à la mascarade qu'a été l'accord de Paris de 2015 (COP21) et de renforcer les efforts d'articulation internationale.

En Turquie, pendant la Conférence de mi-mandat, le Comité de coordination internationale (CCI) au complet a revu et ratifié une proposition des membres du collectif de travail sur le climat pour utiliser la COP 22 pour renforcer ses capacités internes. La proposition se concentrait spécialement sur les femmes et les jeunes ainsi que sur le renforcement du processus pour la région MeNa (Moyen-Orient et Afrique du nord) de LVC. Cette décision a mené à la proposition d'organiser un séminaire international de formation sur la justice climatique à Marrakech, Maroc, en même temps que la COP22 (novembre 2016 – voir ci-dessous).

Tout le CCI et une plus large délégation de LVC se sont rendus sur des sites de production d'énergie géothermique, en Turquie, pour connaître les impacts dévastateurs, sur les paysans et les systèmes alimentaires traditionnels, de cette fausse solution climatique.

> **"Le gouvernement base son modèle de développement sur des projets énergétiques et accélère ses investissements au mépris le plus total du droit. Des centrales à charbon, des centrales nucléaires, des centrales hydro-électriques et des centrales solaires affectent chaque région du pays. Les puis pour l'énergie géothermique polluent l'air et le sol »**
>
> *- Çiftçi-SEN, organisation membre de LVC et hôte turc de la Conférence de mi-andat (février 2016)*

Le collectif LVC pour la justice climatique a participé à des discussions importantes sur la nature anti-démocratique et destructrice du capitalisme climatique pendant la Conférence internationale sur la réforme agraire qui s'est tenue à Maraba, Brésil.

Les participants à la reunion de Maraba réalisent une mystica

Avec une emphase sur le continent américain, les discussions se sont concentrées sur les impacts sociaux, écologiques et économiques dévastateurs des monocultures extensives pour la production d'éthanol et la séquestration du carbone, et la façon dont elles se croisent avec les rapports de pouvoir corrompus dans l'hémisphère sud. Une visite de la plus grande mine de fer à ciel ouvert du monde a été organisée. Il s'agit d'une catastrophe environnementale, exploitée par Vale do Rio Doce, une

> "Voulons-nous avoir une campagne sans paysans, sans arbres, sans biodiversité ? Voulons-nous avoir une campagne pleine de monocultures et de parcs d'engraissement, de produits agrochimiques et d'OGM, qui produisent des produits destinés à l'exportation et à la nourriture industrielle, tout en provocant des changements climatiques et sous-estimant la capacité d'adaptation des communautés ? Voulons-nous avoir de la pollution, des maladies et une migration massive vers les villes ? Ou voulons-nous avoir une campagne faite de territoires destinés à la production alimentaire par des paysans, des peuples indigènes, des agriculteurs familiaux, des pêcheurs artisanaux, et d'autres peuples ruraux, basée sur la dignité humaine, des savoirs divers et une vision du monde respectueuse des arbres, de la biodiversité et d'une production agroécologique de nourriture saine, qui refroidisse la planète, garantisse la souveraineté alimentaire et prenne soin de la Terre-Mère » ?
>
> *- Déclaration de Marabá (avril 2016)*

multinationale brésilienne. Cela a confirmé le consensus qu'une réforme agraire populaire est la seule issue pour le peuple et la planète.

En cohérence avec l'engagement permanent de LVC dans le Forum Social Mondial, LVC s'est réunie avec un nombre important d'organisations alliées sur un ensemble de questions, dont la justice climatique. Des délégués de LVC se sont joints à « Indigenous Environmental Network » (IEN), « Grassroots Global Justice Alliance » (GGJA) et « Global Forest Coalition » (GFC) pour organiser un atelier intitulé : "Changement climatique: crise ou effondrement". Plus tard, pendant la campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des entreprises, LVC a tenu une séance dans laquelle sa lutte globale pour la souveraineté alimentaire a été considérée fondamentale pour apporter des solutions véritables à la crise climatique tout en surmontant le contrôle des institutions multilatérales par les entreprises.

Une autre collaboration de succès, entre LVC et ses partenaires de GRAIN, a produit du matériel indispensable à l'éducation au climat, à utiliser avant, pendant et après la COP22. Avec le soutien de l'organisation membre palestinienne, l' « Union of Agricultural Work Committees » (UAWC), les posters 2015 *sur "comment le système alimentaire industriel contribue à la crise climatique » et « souveraineté alimentaire : 5 étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population », ainsi que la vidéo de* 2015 *"Ensemble, nous pouvons refroidir la terre"* ont été traduits vers l'arabe. En outre, LVC et GRAIN ont coproduit une BD sur la même vidéo pour appuyer les activités de formation des mouvements sociaux et des organisations de la société civile sur le changement climatique.

Le séminaire international de formation de sur la justice climatique a réuni des jeunes de LVC et des alliés du monde entier à Marakkech, au Maroc, en novembre 2016

A partir d'une évaluation critique de la capture des négociations sur le climat de l'ONU, un effort renouvelé de la LVC pour l'éducation et la formation politiques et un engagement permanent pour renforcer davantage le processus MeNa, le « séminaire de formation de LVC sur la justice climatique » du 16 novembre a réuni des jeunes de LVC et des alliés du monde entier. La formation a permis à LVC et ses alliés de mieux connaître la lutte pour la justice climatique dans la région MeNa, tout en partageant avec les organisation de cette partie du mondela façon dont LVC et ses alliés essayent de développer une justice climatique ascendante. Le contenu a porté sur (mais n'a

pas été limité à) "le capitalisme est en crise: histoire de lutte et de convergence", "l'accord de Paris à la COP21: une vraie menace pour les paysans et la planète », "la lutte pour la justice climatique au Maroc, en Tunisie et en Palestine », "la lutte pour la terre et le territoire dans un climat changeant », "la lutte pour la souveraineté énergétique » et "souveraineté alimentaire et justice climatique ». Co-modérée par des délégués de LVC et des alliés, chaque séance a inclus des méthodes participatives, ce qui a donné aux participants de nombreuses opportunités de participer aux débats et aux discussions, d'échanger des expériences et de dialoguer ouvertement, ce qui a abouti à un processus collectif de développement politique qui a énormément renforcé une volonté commune de lutter, au sein de LVC et avec les alliés, pour atteindre la souveraineté alimentaire et la justice climatique. Un résumé des résultats et des actions de la formation sera compilé dans un document de « mémoire collective » (travail interne) qui sera partagé avec les membres de LVC et ses alliés, avant la 7ème Conférence internationale.

> **"Les jeunes sont pleins de nouveaux potentiels de créativité. Nous avons la créativité nécessaire à la découverte de manières de surmonter le capitalisme, de construire la justice climatique et de trouver de nouvelles manières de promouvoir les processus sociaux de transformation sociétale. Nous avons le potentiel pour créer quelque chose de vraiment nouveau, qui inclue les leçons apprises pendant les luttes historiques contre l'hégémonie du capital, les processus passés organisés par notre peuple, nos aïeux, à travers la mémoire des communautés indigènes – quelque chose qui soit vraiment inclusif de ce passé, mais qui repense également la praxis des luttes d'une nouvelle façon".**
>
> *- Délégué régional d'Amérique du sud et membre du mouvement brésilien des populations affectées par les barrages (MAB)*

Encadré: visite solidaire de La Vía Campesina à Agadir, Maroc

Du 10 au 12 novembre, à Agadir, Maroc, une délégation de La Via Campesina au séminaire public sur la justice climatique, a échangé des expériences avec des paysans et ouvriers agricoles et a soutenu leurs actions. Le soutien apporté aux travailleurs en grève devant l'entrée de l'une des principales serres de tomates destinées à l'exportation, pour garantir leur droit à de meilleures conditions de travail et à une meilleur sécurité sociale, a été remarquable. La Fédération Nationale du Secteur Agricole (FNSA) soutient les luttes de ces paysannes, de ces paysans et de ces travailleurs.

Articulation des jeunes:

12

Renforcement des alliances et participation interne

De l'assemblée des jeunes qui s'est tenue à Izmir, en Turquie

Les jeunes de LVC se sont affirmés en tant que sujets (et non séparés) du mouvement global pour la liberté, la justice sociale et la défense de la Terre-Mère à travers différentes actions et évènements. Tout au long de l'année, dans différents espaces, ils ont partagé leurs expériences de lutte et les stratégies pour bâtir la souveraineté alimentaire dans leurs territoires.

Assemblée de mi-mandat des jeunes

20 jeunes de La Via Campesina se sont réunis à Izmir, Turquie, en février en 2016, à l'occasion de la conférence de mi-mandat, pour évaluer et continuer le processus de renforcement de leur rôle au sein du mouvement. Ils ont revu le plan d'action adopté à la Conférence de Jakarta et ont partagé les activités des jeunes dans chaque région. En Asie, les jeunes sont actifs dans les formations en agroécologie afin de mieux comprendre l'utilité de cet outil pour le changement social. Au Canada, une coalition nationale de nouveaux paysans a été créée avec l'aide de l'Union Paysanne et de National Farmers Union pour promouvoir l'agroécologie et la souveraineté alimentaire, et aider les jeunes à accéder à la terre. En Afrique, les jeunes paysans travaillent pour améliorer leur accès aux services de santé et à la terre.
Un ensemble de propositions ont été faites, dont prévoir une réunion des jeunes à Cuba et impliquer plus de jeunes dans les formations politiques et en agroécologie. Ils ont proposé que les formations des leaders régionaux soient séparées de celles en agroécologie et en communication. Ils ont également sollicité que tous les collectifs de travail incluent pleinement des représentants des jeunes.

Construire des alliances globales et des convergences pour des alternatives au capitalisme

Du 21 au 26 juin, près de 280 représentants des jeunes de 115 organisations en Afrique, Asie, Amérique et Europe ont participé au Sommet international pour la jeunesse en lutte à Maricá, Brésil. Le sommet a été organisé par trois organisations brésiliennes : « Levante Popular da Juventude/Brazil », l'articulation des mouvements sociaux vers ALBA et le mouvement des sans-terre (MST). Des jeunes de La Via Campesina de Palestine, du Maroc, du Zimbabwe, de Tanzanie, de Corée, de France, des USA, du Canada et du Brésil ont participé au sommet. Les jeunes ont discuté et constaté les différents défis qu'ils affrontent : manque d'accès à la terre, éducation gratuite (de qualité), travail valorisant et santé (dont avortement) ; montée du taux de chômage chez les jeunes, systèmes politiques qui ne représentent ni les besoins, ni les valeurs des jeunes ; addictions et cibles de l'économie de la drogue ; emplois précaires qui mènent à des vies de précarité ; menace du réchauffement climatique et droit à une vie remplie, pour les jeunes et les générations à venir. La criminalisation croissante et la surveillance des jeunes militants et l'emprisonnement, la violence, la torture et même la mort qui en résultent sont une source de préoccupation et exigent une attention urgente. Une déclaration qui a inclus des propositions telles que la création d'un organe de coordination international pour les luttes des jeunes et les enjeux des engagements futurs a été préparée. Les représentants des jeunes devaient se servir de cette déclaration pour discuter de la marche à suivre avec d'autres jeunes de leurs organisations respectives.

> **« Nous ne pouvons pas nous attaquer aux changements climatiques si nous ne traitons pas comme un tout la nature et les humains. Ce qui arrive à la nature, nous arrive à nous et, par conséquent, l'exploitation de la Terre-Mère et l'exploitation des être-humains, et vice-versa ».**
>
> *- Jeune membre de ZIMSOFF*

Réunion de l'articulation des jeunes, Octobre 2016

Après les propositions de l'assemblée de mi-mandat des jeunes, en Turquie, en février 2016, l'articulation des jeunes s'est réunie à Cuba, pendant la réunion du CCI et la formation en agroécologie. Soixante représentants des jeunes du monde entier ont participé à une réunion de deux jours pour évaluer les réunions de l'assemblée des jeunes et le calendrier d'activités du mouvement. Ils ont également participé à une session conjointe avec le collectif agroécologie où, à partir des différentes expériences d'écoles d'agroécologie de La Via Campesina dans les différentes régions, l'interprétation et la pratique de l'agroécologie dans le mouvement ont fait l'objet de débats.

Séminaire sur la justice climatique

La visite de solidarité de La Via Campesina à Agadir, au Maroc: du 10 au 12 novembre, une délégation de La Via Campesia au séminaire sur la justice climatique a échangé des expériences et soutenu les actions des paysans et des exploitants agricoles d'Agadir, au Maroc

Les jeunes ont constitué la majorité des 40 délégués de La Via Campesina qui ont participé au séminaire sur la justice climatique à Marrakech au Maroc au moment de la préparation de la COP 22. L'évènement a eu lieu du 8 au 12 novembre. Les délégués ont revu et critiqué les fausses solutions de l'accord de Paris et ont également discuté des enjeux dans le contexte de la COP 22. La Via Campesina et la société civile ont préparé, conjointement, une déclaration. Elle soulignait que la COP22 a servi d'excuse pour permettre aux grandes entreprises de pénétrer les marchés africains.

Articulation des femmes:

13

Supprimer les barrières à la participation et à la prise de décisions

Des paysannes coréennes organisent une manifestation contre les OGM

Dans le monde, les femmes continuent à subir différentes formes d'exploitation, de violence, de discrimination et d'exclusion sociale, économique et politique. L'affaiblissement des lois de protection des droits de la femme, l'augmentation des féminicides et la répression des leaders paysannes, en sont des exemples graves. Cela confirme que le patriarcat va de pair avec le capitalisme et qu'il est également présent dans nos organisations. Il est donc nécessaire de détruire les barrières, internes et externes, à la participation des femmes. L'articulation des femmes s'est mobilisée tout au long de l'année pour renforcer les articulations régionales des femmes afin de faire avancer leurs luttes et leurs exigences. Elles se sont également assurées que les femmes soient représentées et participent dans les processus de prise de décisions, les débats politiques et les espaces internes.

Avant la conférence de mi-mandat, l'articulation des femmes a tenu son assemblée le 21 février, en Turquie, afin d'évaluer les engagements pris lors de la 6ème Conférence, en 2013 et préparer la 7ème Conférence, en 2017. Les représentantes des femmes de quatre continents ont également analysé la conjoncture de la réalité des femmes dans le monde. Elles ont constaté que leurs réalités sont semblables

De l'assemblée des femmes à Izmir, Turquie

et que le capitalisme néolibéral est à la source de la violence systémique qui atteint surtout les femmes. Pour cette raison, les déléguées ont réaffirmé leur engagement dans la lutte contre les sociétés patriarcales et pour une transformation sociale qui brise les chaînes de l'exploitation. Elles se sont donc engagées à renforcer les journées d'action (8 mars, 25 novembre, entre autres) pour promouvoir une telle transformation. Elles ont également affirmé l'importance de développer et renforcer la formation politique des femmes dans les organisations de base. Les femmes souhaitent renforcer la solidarité entre femmes et approfondir le concept de féminisme paysan populaire. Il a également été reconnu qu'il est urgent d'intensifier, par tous les moyens, la lutte pour la souveraineté alimentaire et de renforcer les alliances avec d'autres organisations qui partagent des valeurs semblables. Il faut également privilégier les alliances, en particulier avec les citoyens urbains, pour qu'ils embrassent la lutte et les exigences des paysans pour un monde plus juste et plus durable. Ces décisions sont en accord avec les actions définies par le Manifeste international des femmes de La Via Campesina (Jakarta 2013) et le plan d'action élaboré à Porto, en 2014.

Journée internationale des luttes pour le droit des femmes : 8 mars

Le 8 mars, journée de la femme, les femmes du mouvement des sans-terre au Brésil (MST) se sont organisées, dans plus de 21 Etats et ont mobilisé plus de 30 000 personnes pour défendre les lutes féministes pour la souveraineté alimentaire

Durant cette journée de mobilisation, l'articulation des femmes a émis un appel à l'action. L'appel a souligné l'importance de l'organisation et de la lutte en tant qu'espace de libération et de sensibilisation, ce qui garantit la participation des femmes en tant que sujets historiques, afin de construire une société juste, sans aucune discrimination en raison de différences ethniques, de genre ou d'orientation sexuelle. La Via Campesina a lancé un appel à l'action contre la violence du capital dans le monde ; cette violence qui ne s'exerce pas uniquement contre les femmes mais qui fait partie d'un contexte social d'exploitation et d'oppression, où le paysan, l'indigène, le noir, le sans-terre, le travailleur agricole salarié ont été oppressés et dont les droits légitimes ont été violés.

Journée internationale de combat contre les violences faites aux femmes : 25 novembre

L'articulation des femmes a réaffirmé sont engagement dans les luttes pour l'égalité des droits et la dignité humaine, et a diffusé un appel global auprès des organisations membres, des alliés et des amis, pour unir nos forces afin de renforcer nos actions, nos mobilisations et nos activités qui visent dénoncer les différents types de violences dont sont victimes les femmes et qui sont aggravées par le capitalisme, le modèle patriarcal, et l'agrobusiness dans nos territoires. A l'occasion de cette journée de lutte, La Via Campesina s'est jointe à la voix de millions de femmes qui, le 19 octobre 2016, se sont réunies pour crier : « pas une de plus, nous nous voulons en vie » et dénoncer la croissance alarmante du féminicide et de la violence misogyne contre les femmes.

Travail de communication au sein de La Via Campesina 14

En février 2016, pendant la conférence de mi-mandat, l'importance du travail de communication au sein du mouvement a été affirmée, pour la première fois, par le CCI (comité international de coordination). La communication a été affirmée en tant que fonction « interne et externe, constituant la colonne vertébrale de La Via Campesina". Il ne s'agit pas d'une tâche seulement technique mais aussi très politique.

C'est pourquoi le CCI a examiné une proposition de créer un collectif ou une articulation spécifique. Il a été décidé de prendre le temps de discuter de cette question pendant la 7ème Conférence LVC.

Plusieurs initiatives ont eu lieu pendant l'année afin de continuer à renforcer le travail de communication du mouvement. Cela a impliqué de travailler et collaborer avec les communicateurs présents dans les régions, ainsi qu'avec les organisations membres, les grands médias et les médias citoyens.

Le mouvement a également contacté régulièrement ses alliés et ses amis, principalement pour préparer des déclarations conjointes, co-publier des articles et des rapports (voir annexe 1) et préparer différentes œuvres multimédia, comme des vidéos. Ce travail est essentiel à la promotion de messages de solidarité et de résistance auprès d'une audience plus large et plus globale.

Pendant l'année, deux formations en communication ont été organisées. La première s'est tenue à Cuba, en octobre, et était destinée à l'articulation des jeunes. La formation s'est centrée sur le développement de réseaux sociaux et l'amélioration de la sécurité sur internet.

La deuxième formation a eu lieu en novembre, au Pays Basque, et a réuni 14 communicateurs d'Asie, d'Europe, d'Afrique, d'Amérique centrale et d'Amérique du sud. L'objectif de la formation était de renforcer les liens entre les régions, d'améliorer la sécurité sur internet et de préparer le travail de communication pour la 7ème Conférence.

Les communicateurs ont échangé leurs expériences de développement de relations avec les médias et leur pratique d'utilisation des réseaux sociaux. Ils ont également décidé de mieux coordonner leurs actions au moment des journées d'actions importantes pour le mouvement.

14 communicateurs d'Asie, d'Europe, d'Afrique, d'Amérique centrale et d'Amérique du sud se sont réunis au Pays Basque pour un atelier d'échange de competences at pour metre sur pied une stratégie de communication cohérente

Suite à la réunion avec les médias citoyens, en 2015, et d'autres initiatives, les membres du mouvement ont essayé de se rapprocher activement des médias, en contribuant avec des chroniques et des tribunes-libres. Par exemple, « Farming Matters » a publié plusieurs articles de membres et de leaders de La Via Campesina (voir annexe 1). La radio citoyenne "Radio Canut" a organisé 24 heures de radio sur les luttes des paysans pour le 17 avril. ZinTV a contribué au travail avec des membres de La Via Campesina en Europe et quelques vidéos sur le Tribunal Monsanto à La Haye, ainsi qu'une autre vidéo sur la déclaration des Droits des paysans, ont été produites. En Asie, quelque leaders du mouvement ont contribué avec des chroniques sur quelques médias progressistes comme « The Wire ».

Le nombre de personnes se rendant sur notre site internet, notre chaîne web et les réseaux sociaux continue à croître. En 2016, la page www.viacampesina.org a reçu 197.202 visiteurs, une augmentation de 26.37% par rapport à l'année précédente. Parmi les publications largement visitées et partagées, nous pouvons citer : « Refroidir la planète : les communautés en première ligne mènent la lutte » et "Les petits producteurs d'aliments présentent la première vision conjointe de l'agroécologie ».

La présence sur les réseaux sociaux de La Via Campesina a également continué à se développer. Vers la fin de l'année, la page Facebook du mouvement avait atteint plus de 20.000 abonnés. La vidéo qui explique que la souveraineté alimentaire est une solution contre le changement climatique et la faim a été visionnée plus de 64.000 fois sur Facebook. Plus de 18.000 personnes suivent le mouvement sur Twitter (trois comptes : français, anglais et espagnol). A souligner également qu'une bonne partie des abonnés aux comptes Twitter et Facebook sont des femmes (près de 50%) et que la plupart des abonnés tombe dans la tranche d'âge des 25-34 ans. Cela correspond à la stratégie du mouvement qui consiste à faire porter les voix des jeunes paysans et des paysannes. Le portail télévisuel de La Via Campesina – tv.viacampesina.org – a activement diffusé des interviews, des documentaires et des vidéoclips produits par le mouvement et nos alliés. Une nouvelle plateforme libre (Piwigo) pour archiver, stocker, extraire et partager des photos, a été développée et lancée pendant l'année. Cette base de données en ligne est une tentative d'enregistrement et diffusion de l'histoire photographique du mouvement depuis 1993.

En 2016, La Via Campesina a également régulièrement informé ses lecteurs à travers son bulletin électronique mensuel, disponible en trois langues. La maquette du bulletin a subi un changement radical. Chaque mois, il informe près de 10.000 abonnés en tout, et met en lumière les mobilisations.

Le mouvement a participé à plusieurs publications, telles que celle du mécanisme de la société civile (MSC) sur la « mise en relation des petits exploitants avec les marchés", le rapport du CIP (Comité international de planification) sur le *Forum international sur l'agroécologie. Il a aussi contribué au* processus de rédaction du " *Manuel Populaire des Directives pour la Gouvernance des Terres, Pêches et Forêts*", publié par le CIP. Il a co-dirigé le numéro du bulletin Nyéléni sur la réforme agraire et participé à ceux sur la souveraineté alimentaire et l'agroécologie.

Enjeux en direction de 2017

15

La nécessité de nourrir 9 milliards de personnes en 2050 a, à nouveau, placé l'agriculture dans l'agenda global. De nombreux grands acteurs appellent à une augmentation de la production alimentaire grâce à des technologies et efficacités améliorées, basées sur des économies d'échelle. La production alimentaire basée sur l'agriculture paysanne, l'agroécologie et les luttes pour les semences et la terre affrontent un nouvel assaut. La Via Campesina continuera, néanmoins, à lutter, par différentes stratégies et actions, pour la reconnaissance des paysans et pour obtenir de plus amples changements dans la politique et les débats publics aux niveaux international et national. Nous renforcerons également nos alliances, tactiques et stratégiques, en donnant la priorité aux domaines où existent des points communs.

La communication, interne et externe, doit ainsi jouer un rôle clé dans le mouvement. La Via Campesina souhaite augmenter la capacité de manifester plus de solidarité lorsque les leaders et les mouvements paysans sont victimes de violence et de répression. Il est nécessaire d'avoir, pour la mobilisation, des méthodes médiatiques plus créatives et informatives, afin de communiquer avec les bases. Les processus de communication et de formation doivent être étroitement liés à nos luttes et à nos activités.

La principale force de La Via Campesina réside dans le processus de formation politique et idéologique aux niveaux national, régional et international, un processus qui donne également la priorité aux jeunes et aux femmes. Le mouvement ne peut être renforcé qu'avec la pleine participation des femmes et des jeunes. Cela reste l'un des défis clé et il est nécessaire, de toute urgence, d'analyser et de comprendre leur actuelle participation, et de définir une stratégie pour lever les barrières et améliorer leur participation, y compris par le renforcement de la campage contre les violences faites aux femmes. Tandis que la participation des jeunes a augmenté en 2016, il est encore nécessaire de travailler davantage pour qu'ils jouent pleinement leur rôle au sein du mouvement. La priorité devrait être d'augmenter leur participation grâce à la formation et au développement des compétences, et à l'amélioration de leur accès aux espaces de prise de décisions.

Il est nécessaire de continuer à renforcer les régions par le développement d'une stratégie de formation qui parte des régions. Concernant l'agroécologie paysanne, notre formation continuera centrée sur la méthode d'apprentissage horizontal de paysan à paysan, autour de la récupération des semences paysannes et de la lutte contre les produits agro-toxiques et les OGM. Il est aussi nécessaire d'avoir une stratégie pour contrer la cooptation des pratiques de production agroégologiques par les institutions, les chercheurs et le secteur privé qui cherchent à redonner une certaine légitimité à leurs pratiques

destructrices. Par rapport à cela, La Via Campesina continuera son travail stratégique sur les changements climatiques afin de faire valoir nos arguments pour changer un système qui aggrave la crise.

La promotion croissante des accords de libre-échange et la résurgence de l'OMC exigent une attention urgente. L'OMC aura sa réunion ministérielle à Buenos Aires, en 2017. La Via Campesina renforcera ses luttes contre les tentatives des lobbies d'influencer les politiques sur les marchés. Le mouvement paysan continuera à construire des espaces pour influencer la politique publique en travaillant avec des gouvernements progressistes et avec les organes des Nations unies, comme la FAO, le FIDA et le CSA, à Rome, et au Conseil des Droits de l'Homme, à Genève. Cela sera fait avec le soutien des alliés qui travaillent pour mettre fin à l'impunité des entreprises ; pour obtenir l'application des directives de la FAO sur le régime foncier ; pour développer un travail substantiel sur l'agroécologie paysanne, et pour obtenir une Déclaration de l'ONU sur les droits des paysans et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Il est nécessaire de travailler davantage sur la migration, les réfugiés et les peuples déplacés, expulsés de leurs communautés à cause de facteurs tels que le changement climatique, l'accaparement des terres, les politiques de libéralisation économique et la militarisation de leurs territoires. La Via Campesina continuera à renforcer son engagement auprès des organisations au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MeNa), une région qui affronte actuellement sa pire crise de migration. Dans la lutte pour les droits des paysans et des travailleurs, développer une forte collaboration et solidarité afin d'intégrer de nouveaux membres de cette région est un combat important.

Annexe 1
Liste de Publications

Titre	Language
A. Livres, rapports et articles brefs	
Bande dessinée: Ensemble, nous pouvons refroidir la planète!	EN, ES, FR
L'établissement de liens entre les petits exploitants et les marchés : Un guide analytique	EN, ES, FR
Les petits producteurs d'aliments présentent la première vision conjointe de l'agroécologie	EN, ES, FR
La Via Campesina Rapport annuel 2015	EN, ES, FR
Refroidir la planète: Les communautés en première ligne mènent la lutte	EN, ES, FR
Industry benefits but does not pay its dues. Patents are an assault on genetic resources	EN
Opinion: Traditional crops keep our culture alive	EN
Opinion: Women pastoralists: neglected in the 21st century	EN
Opinion: Agroecology for gender equality	EN
Opinion: Women farm through knowledge sharing	EN
Opinion: Women farmers in Europe	EN
Gender Diversity in the Peasant Movement	EN
Un véritable changement du système doit venir d'en bas, affirme Paula Gioia, représentante des jeunes au comité de coordination international (CCI)	EN, FR
Citizens and consumers are changing says Hanny van Geel at ISS Conference	EN
B. Communiqués de presse	
16 Octobre : Pour la Souveraineté alimentaire des peuples et contre les entreprises transnationales	EN, ES, FR
"Rien à propos de nous doit être décidé sans nous", affirment les paysans à l'occasion du démarrage de la consultation sur les droits des paysans à Bali.	EN, ES, FR
L'air de rien, les nouveaux « Organismes vivants modifiés » arrivent à la FAO	EN, ES, FR
La Via Campesina organise une Conférence Internationale sur la Réforme Agraire au Brésil	EN, ES, FR
La Via Campesina dit "Pas une de moins : Mettons fin à la violence contre les femmes"	EN, ES, FR
8 mars : s'organiser et lutter pour conquérir nos droits	EN, ES, FR
"There can be no Declaration on the Rights of Peasants without the right to land"	EN
Peasants' rights are unique and require urgent protection, says Elizabeth Mpofu	EN
La Via Campesina and allies push for the Declaration on Peasants' Rights in Geneva	EN
Over 15 years' struggle for the recognition of peasants in the international human rights system	EN, ES
17 Avril: Les paysans se mobilisent afin de marquer les deux décennies de lutte pour défendre la terre et la vie	EN, ES, FR
17 avril 2016 : Journée internationale des luttes paysannes	EN, ES, FR
"Le TTIP coule, l'OMC et les ALE doivent aussi s'écrouler" – Journée internationale contre l'OMC et les ALE	EN, ES, FR
L'UPOV doit respecter les droits des agriculteurs	EN, ES, FR
Lancement international de la VIIe Conférence de La Via Campesina	EN, ES, ES, FR
La Via Campesina joins the mobilization at the UN in favor of a Binding Treaty to dismantle corporate power	EN
Binding Treaty Negotiations in Geneva	EN
ITPGRFA: At Consultation on Farmers' Rights, La Via Campesina demands a working group in the Treaty comprising peasants' organisations, to help implement peasants' rights	EN
Déclaration de la délégation de La Via Campesina au Forum social mondial de 2016	EN, ES, FR

La Via Campesina à la COP 22 : les fausses solutions à la crise climatique relèvent des crimes contre l'Humanité	EN, ES, FR
Quand la souveraineté alimentaire avance sur un coin du globe, c'est l'ensemble de notre mouvement qui avance.	EN, FR
C. Communiqués de presse régionaux	
"More farmers, better food"	EN
International Day of Peasant Struggles 2016: Celebration, resistance and mourning	EN
Europe : Mettre la PAC sur les bons rails	EN, FR
Journée de la souveraineté alimentaire: nous célébrons la convergence de nos luttes pour récupérer nos droits et systèmes alimentaires	FR
Le Marché ne régule pas, le marché spécule	EN, ES, FR
One year after the end of milk quotas: assessing the destruction, accountability nowhere in sight	EN
Incapable of responding to the dairy crisis, the European Commission faces international peasant farmer delegation	EN
Europe : Brevets sur les plantes et les animaux, la Commission européenne jette un pavé dans la mare	EN, FR
ECVC pushes for a united front in defense of Seeds	EN
West African Caravan for Land, Water and peasant seeds	EN
UAWC publication "Land Appeal" On the occasion of Land Day	EN
ZIMSOFF and Ucama farmers join hands to fight for farmer saved seeds	EN
Social movements call for 'unity beyond borders' at the Southern Africa Tribunal on Transnational Corporations (TNCs)	EN
Southern Africa Permanent Peoples Tribunal (PPT) on Transnational Corporations	EN
Tribunal Monsanto à La Haye du 14 au 16 octobre 2016	EN, ES, FR
	EN, FR
Promote Peasant Agroecology as an alternative to migration: LVC in Dhaka	EN
PAC 2020 : Plus de dérégulation ne permettra pas de résoudre les problèmes	EN,ES, FR
Forum de Nyéléni Europe : Les Femmes* dans le Mouvement Paysan	ES, FR
Conclusion du Forum pan-européen en Roumanie: la souveraineté alimentaire décolle en Europe de l'Est	EN, FR
Plan européen Viande Ovine : Reconnaître et défendre le rôle et le savoir-faire des éleveurs ovins européens	EN, FR
Dairy Crisis: Enough evaluations, it's high time for the Commission to act	EN, ES
La Via Campesina discusses the Criminalization of Movements and the Rights of Peasants	EN
D. Communiqués	
L'avenir de l'alimentation mondiale sous l'emprise des multinationales aux Nations unies	EN, ES, FR
« Globaliser la lutte » n'est pas qu'un slogan, c'est une stratégie politique	EN, ES, FR
Face à l'assassinat de notre camarade Berta Cáceres - Communiqué et appel de La Via Campesina	EN, ES, FR
UNCTAD 14: Elites speaking in the name of peasants and the global poor won't solve anything!	EN
Symposium de la FAO sur les biotechnologies: L'industrie de biotechnologie mène le bal	EN, FR
Les bombardements meurtriers contre les citoyens Syriens doivent cesser immédiatement – une solution politique doit être prise avec la population syrienne	EN, ES, FR
Honduras: Profondes inquiétudes face à la vague de criminalisation de la lutte paysanne	EN, ES, FR
Joint Statement: 3rd OEIWG session on UN declaration on rights of peasants and other people working in rural areas	EN
Article 19-Right to Land and Other Natural Resources- absolutely nonnegotiable	EN
Déclaration de la délégation de La Via Campesina au Forum social mondial de 2016	ES, FR
E. Déclarations	
Contre la criminalisation, la persécution, la judiciarisation de la lutte pour défendre la vie, les droits, les territoires, l'eau, les semences et la Terre	EN, ES, FR
Déclaration de la délégation de la COP 22 au Forum Social Mondial LVC	EN, ES, FR

COP 22, Contre le Sommet des fausses solutions : Pour un futur durable et équitable pour les peuples	EN, ES, FR
Déclaration de la Conférence internationale sur la réforme agraire : Déclaration de Marabá	EN, ES, FR
Déclaration de La Via Campesina sur le commerce, les marchés et le développement	EN, ES, FR,
Cuba: Political Declaration of the Cloc- Via Campesina	ES
F. Interviews	
La Via Campesina, Building an International Movement for Food and Seed Sovereignty	EN
Interview with Wendy Cruz on the challenges for the advance of Agrarian Reform	EN
"We are under an institutional dictatorship in Honduras"	EN
G. Solidarité	
Via Campesina supports the resistance of the people of Artvin against the mining project in Cerattepe	EN
Dignité, liberté, équité sociale pour les ouvriers marocains	ES, FR
Une semaine terrible de persécutions des mouvements sociaux dans le monde : l'internationalisme populaire nécessaire plus que jamais	FR
Brésil : La police envahit une école du MST	EN,ES, FR
Le processus de paix ne s'arrête pas : La Coordination Européenne Via Campesina solidaire des paysan.ne.s colombiens	EN, FR
Colombie : Une mission internationale de solidarité sur la situation de la terre et des droits humains	EN, ES, ES
« Nous ne nous reposerons pas tant que nous n'aurons pas libéré tous nos prisonniers politiques » affirme Via Campesina	EN, ES, FR
Criminalisation croissante des mouvements autochtones et paysans : Position de La Via Campesina Honduras	EN, ES, FR
La Vía Campesina dénonce la criminalisation croissante et la persécution envers la paysannerie au Brésil	ES, FR
Solidarity Campaign with Honduras	EN
Honduras : Mettons fin à la violence et aux assassinats contre le mouvement paysan et autochtone	EN, ES, FR
Cloc-Via Campesina Honduras statement on assassination of Lesbia Yaneth Urquía	EN, ES
La Vía Campesina: In defense of democracy and the social civil rights in Brazil	EN, ES
Solidarité avec les réfugiées et migrantes: Honte aux politiques inhumaines de l'UE et des gouvernements européens	EN, FR
Justice for Nicinha and the riverside communities of the Brazilian Amazon	EN, ES
Message de solidarité de La Vía Campesina avec Cuba en ces temps de deuil national	EN, ES, FR
Honduras Mission in Geneva refuses to acknowledge receipt of letter seeking justice for the murder of community defenders	EN, ES
Human Rights Violations by TNCs - Public Hearing at European Parliament	EN
Campagne pour qu'Andres Bodalo soit grâcié	EN, ES, ES, FR, FR, FR
H. Vidéos	
La Via Campesina tribunal monsanto dismantle	EN, ES, FR
Visite d'échange agroécologie Mali Burkina	FR

*** articles de l'articulation des femmes**

Annexe 2

Calendrier 2016: Sélection des principales activités (Internationales et Régionales)

Date	Activité	Lieu
	Janvier	
13-15	Conférence sur l'accaparement des terres (du pain pour tous)	Berne, Suisse
	Février	
4-5	Séminaire ISS sur la gouvernance mondiale	La Haye
12-14	Comité d'organisation du Tribunal Monsanto	La Haye
15-17	Symposium de la FAO sur les biotechnologies	Rome, Italie
13-14	FIDA Comité d'orientation et de pilotage du Forum Paysan	Rome, Italie
15-16	Forum Paysan du FIDA	Rome, Italie
17-18	Conseil d'administration du FIDA	Rome, Italie
19-20	Consultation des OSC de la Conférence régionale de la FAO en Amérique Latine	Panama
20	Réunion du CCI	Turquie
21-22	Assemblées des femmes et des jeunes	Turquie
23-25	Conférence de mi-mandat	Turquie
29-3 March	Conférence régionale de la FAO en Amérique Latine et aux Caraïbes	Mexico, Mexique
	Consultation informelle sur les droits des paysans	Genève, Suisse
	Mars	
8	Journée internationale de la femme	
15 – 16	Assemblée générale de l'ECVC	Paris, France
10-19	Caravane de convergence sur les luttes pour la terre et l'eau	Afrique occidentale (Afrique 2)
Dec 18	Echanges d'agroécologie en Asie du sud-est	Bangkok, Thaïlande
31 Mar-2 Apr.	Forum mondial sur l'accès à la terre	Valence, Espagne
	Avril	
4-8	Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique	Abidjan, Côte d'Ivoire
12-15	Réunion des mouvements sociaux sur la réforme agraire, Porto Alegre+10	Maraba, Brésil
16-17	Mission de solidarité pour commémorer les 20 ans depuis le massacre de 19 sans-terre.	El Dorado dos Carajas, Brésil
18	Réunion du collectif Terre, eau et territoires	Brésil
17	Journée internationale des luttes paysannes	
18-22	Conférence régionale de la FAO au Proche-Orient.	Beyrouth, Liban
	Echanges d'agroécologie Mali/Burkina	Afrique
26-29	Consultation régionale sur les droits des paysans- Asie du sud-est	Jakarta, Indonésie

Mai		
2-5	Conférence régionale de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale	Antalya, Turquie
10-12	Réunion du Comité de coordination du MSC	Rome, Italie
13-16	Ende Gelaende (désobéissance civile contre une mine de charbon)	Allemagne
17-20	Nouveau cycle de négociations sur la déclaration des droits des paysans	Genève, Suisse
28-30	Réunion de stratégie sur la Campagne pour démanteler le pouvoir des entreprises	Bruxelles, Belgique
Juin		
6-7	Réunions de préparation du MSC sur "connecter les petits exploitants aux marchés"	Rome, Italie
8-9	Négociations du CSA: connecter les petits exploitants aux marchés	Rome, Italie
10	Conférence de presse publique sur le lancement de la VII^{ème} Conférence	Pays Basque
10-11	Comité de facilitation du CCI + coordinateurs des groupes de travail	Rome, Italie
13-15	Atelier sur l'agroécologie de la CIDSE	Bruxelles, Belgique
Juillet		
4-5	Atelier sur l'investissement agricole responsable (IAR)	Rome, Italie
6-8	Réunion d'évaluation FIDA TG/Evaluation des consultations des OSC régionales	Rome, Italie
6-8	Groupe consultatif CSA – MSC	Rome, Italie
9	Directives sur les régimes fonciers : réunion de suivi du GT du MSC	Rome, Italie
11-13	Groupe de travail sur le Traité des semences	Genève, Suisse
17 – 22	XIV^{ème} conférence de la CNUCED	Nairobi – Kenya
12-15	Séminaire de stratégie sur les entreprises transnationales et la gouvernance mondiale*	Heidelberg, Allemagne
18-19	Réunion du projet européen Paso Justo	Bruxelles, Belgique
Août		
6-14	Forum Social Mondial	Montréal, Québec, Canada
18-20	Réunion des avocats et des mouvements populaires	Brésil
Septembre		
10	Journée contre l'OMC et les ALE	
25-26	Réunion des leaders du collectif sur les lois des semences.	Bali-Indonésie
27-30	Symposium sur les droits des paysans (Traité des semences)	Bali-Indonésie
17-23	Mission internationale en Colombie	Colombie
Octobre		
2-5	Réunion du collectif Agroécologie et semences	Cuba
2-5/4-8	Réunion de l'articulation des jeunes/ Réunion du CCI	Cuba
16	Journée contre les entreprises transnationales	
17-21	Réunion plénière du CSA -CSA43	Rome, Italie
12-16	Tribunal Monsanto	La Haye, Pays-Bas

26-30	2ème Forum européen Nyéléni Forum (Réunion international sur l'industrie de l'extraction)	Roumanie
27-30	Forum Social norvégien	Oslo-Norvège
22-30	Réunions du Groupe de travail à composition non limitée (OEWG) sur le traité contraignant pour les sociétés multinationales.	Genève, Suisse
24-26	Groupe de travail sur le traité des semences	Vienne, Autriche
Novembre		
2-5	Réunion du mouvement social	Vatican, Rome, Italie
4	Journée d'action continentale contre le néolibéralisme et pour la démocratie	Amérique
10-15	Séminaire de formation sur le climat	Marrakech-Maroc
7-18	Conférence sur le climat COP22	Marrakech-Maroc
18-20	Formation des jeunes de l'ECVC	Espagne
18-21	Réunion des communicateurs de LVC	Espagne
25	Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes	
Décembre		
4-17	COP 13 CDB	Cancun-Mexique

LA VIA CAMPESINA

La Via Campesina est un mouvement international qui défend une agriculture durable de petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Il rassemble des millions de paysannes et de paysans, de petits et de moyens producteurs, de sans terre, de femmes et de jeunes du monde rural, d'indigènes, de migrants et de travailleurs agricoles... Le mouvement s'oppose clairement à l'agriculture industrielle et aux entreprises multinationales qui détruisent les personnes et l'environnement. Ses 164 organisations membres sont présentes dans 73 pays du monde.

www.viacampesina.org et http://tv.viacampesina.org